

L'armada militaire de Donald Trump frappe l'Iran

Article page 20.

«Les causes profondes du conflit» dans les Kivu

Article page 2.

 THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1659 | lundi 2 mars 2026 | 20 pages €7 \$8

Le Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale Daniel Mukoko Samba s'exprime

Interview en exclusivité

Fin septembre 2024, le litre d'essence se vendait à 3.440 CDF. Février 2026, il se vend à 2.440 CDF. 1.000 CDF de moins pour le consommateur. À sa nomination mercredi 28 mai 2024 à la tête du ministère de l'Économie nationale, sous la direction de la Première ministre, Cheffe du Gouvernement, Mme Judith Suminwa Tuluka et la vision du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, comme Vice-premier ministre, Daniel Mukoko Samba (photo ci-contre) a «trouvé un secteur pétrolier sous forte tension financière, avec des pertes et manques à gagner élevés qui pesaient lourdement sur les trésoreries des entreprises du secteur. Il existait des distorsions dans les structures



de prix, liées notamment aux écarts entre le taux de change officiel et celui du marché. Dans l'ensemble, le vrai défi dans ce secteur éminemment stratégique était celui de restaurer la transparence, la discipline et la prévisibilité», déclare-t-il samedi 28 février 2026 en exclusivité au Soft International. Et de poursuivre: « Des mesures ont permis de réduire significativement les charges budgétaires, d'améliorer les recettes publiques et de renforcer la stabilité de l'approvisionnement ». Si depuis le dernier trimestre 2025, « nous avons tourné la page des manques à gagner, beaucoup reste à faire (...). La rigueur est un processus continu (...). La guérison d'un État est une œuvre de longue haleine (...). Si les mécanismes sont solides et les règles claires, ils survivent aux hommes », poursuit le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba dans une interview exclusive au Soft International.

À lire pages 4 et 5.

« Les causes profondes du conflit » à l'est du Congo

Les « causes profondes du conflit », expression entendue avec récurrence dans le monde des guerres.

La première guerre mondiale (1914-1918) a fait plus de 18 millions de morts. Ses « causes profondes » ? Complexes toujours discutées dans les milieux des intellectuels, chez les politiques, les historiens. Elles causes porteraient sur des rivalités coloniales, des oppositions nationalistes, des courses aux armements et aux systèmes d'alliances.

La deuxième guerre mondiale (1939-1945). Elle fut plus mortelle que la première guerre. Aux alentours de 60 millions de morts. On a compté plus de civils que de militaires. Ses « causes profondes » sont à rechercher dans le traité de Versailles considéré comme favorable à une Allemagne vaincue, la montée du fascisme, le réarmement de l'Allemagne, le culte d'Adolf Hitler, les invasions agressives de leurs voisins par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, le pacte nazi-soviétique, l'invasion de la Pologne en septembre 1939, la crise économique des années 1930, l'attaque japonaise contre la base navale américaine de Pearl Harbour, etc. La guerre d'Afghanistan (2001-2021). « La guerre contre le terrorisme ». Elle fit suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington avec l'objectif pour les États-Unis et leurs alliés, le Royaume-Uni, la France, le Canada, etc., de capturer Oussama ben Laden, le chef de l'organisation Al-Qaïda, de détruire l'organisation qui possédait, avec la bénédiction des talibans, des bases en Afghanistan, de renverser le régime taliban.

Que dire de la guerre de Libye (2011) contre Mouammar Kadhafi ? Ses « causes profondes » à rechercher dans le projet Rascom-1, le satellite africain qui sut réunir 45 pays, qui allait assurer la couverture universelle du continent pour le téléphone, la télévision, la radiodiffusion, la télémedecine, l'enseignement à distance ou dans le projet de Fonds monétaire africain ou de la Banque centrale africaine ? L'Occident y aurait-il vu des ressources cruciales lui échapper et l'Afrique s'affranchir de sa dépendance historique en ren-



Pour le Congo, travailler à une prise de conscience, à un éveil de conscience. Plus que jamais, le Congolais doit chérir son pays. DR.

forçant sa souveraineté économique, sanitaire et politique ? Quid du conflit du Nigeria (2009) avec le groupe jihadiste Boko Haram, poursuivi par ses avatars, dont l'État islamique en Afrique de l'Ouest ? Des tensions ethnico-religieuses ? Des rivalités pour le contrôle des ressources économiques ? Et la guerre en Ukraine ? Là, la Russie ne s'en cache pas. Elle a perçu une menace de l'Union Européenne et de l'OTAN à ses frontières alors qu'elle rêvait, pour sa sécurité, d'une Ukraine alliée à elle ? À la veille de chaque session de pourparlers comme celles qui se tiennent présentement à Genève menées par Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump, l'expression « causes profondes du conflit » ressort. Que dire de la guerre déclenchée samedi 28 février 2026 ? Il s'agit d'effacer l'arme atomique dont l'Iran s'est doté et qui constitue un « rééquilibrage » des puissances planétaires, donc, une menace pour l'Occident. Ce qui « fausserait » la domination du monde. Donc « l'existence ».

EST-ON SÉRIEUX ?

Qu'en est-il des guerres à l'est du Congo ? « Les causes profondes », expression répétée à l'envi, entendue ces derniers temps à Kigali. Au départ, ce fut la protection d'une communauté - celle des Tutsis Banyamulenge, composante

de l'ethnie tutsie de l'est du pays, l'une des 400 ethnies congolaises qui serait injustement malmenée quand l'un des membres de cette composante, Me Azarias Ruberwa Manywa, s'est retrouvé le 30 juin 2003 au lendemain du dialogue inter-congolais de Sun City en Afrique du Sud, dont l'accord fut signé le 19 avril 2002, à la tête de l'État, dans le régime 1+4, au titre d'un des quatre Vice-présidents de la République en charge de questions politiques et juridiques. Aux scrutins de 2006, Ruberwa, candidat à la présidentielle, est arrivé sixième avec 1,7 % des suffrages. Faut-il signaler nombre d'autres personnes issues de cette communauté qui siègent dans les institutions de la République ? Tel Alexis Gisaro Muvunyi, ministre d'État au sein du gouvernement national depuis le 13 avril 2021 d'abord aux Infrastructures et Travaux publics et, depuis le 8 août 2025, à l'Urbanisme et Habitat. Quelles « causes profondes » des guerres dans les Kivus qu'en l'espèce des opposants disent vouloir déposer à la table d'un dialogue « réclamé » et annoncé (s'il a lieu) ? Ici, chacun y va avec sa liste. Mauvaise gouvernance pour certains, corruption et enrichissement illicite pour d'autres, absence de l'État de droit, etc. Sans citer trop le mixage et le brassage qui affaiblissent

les forces combattantes en conduisant à l'infiltration...

Est-on sérieux ? Pense-t-on que ces questions si elles ont un sens, et si elles peuvent être traitées dans un dialogue, peuvent avoir amené des compatriotes à systématiquement recourir à la machette, au fusil, au missile pour tuer d'autres compatriotes ? Oublie-t-on que ces guerres ont éclaté le 30 juin 1960, le jour même de la proclamation de l'indépendance par le roi des Belges et que c'est sous Mobutu adoubé par les puissances occidentales en guerre froide avec le communisme qu'elle a connu une sorte de désescalade avant de reprendre en 1994 avec la chute au Rwanda du gouvernement Habyarimana et que l'une de ces guerres, celle de l'Afdl, fut appelée « la première guerre mondiale africaine » ayant entraîné plusieurs pays voisins dont l'Ouganda et le Burundi, le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie, le Tchad ?

Le Rwanda de Paul Kagame surmilitarisé contre un Congo sous embargo des Nations unies sur les armes et qui dure depuis vingt-deux ans, ayant prétexté l'insécurité à ses frontières, a réussi à franchir les frontières congolaises sans rencontrer la moindre résistance ? Aurait-il su qu'un déluge de feu se dressait face à lui, à sa frontière de l'ouest, qu'il aurait décrété l'envoi de soldats ou des missiles sur le ter-

ritoire congolais ?

On peut présenter toutes les raisons du monde pour ces guerres interminables qui sévissent à l'est depuis une trentaine d'années, une seule à retenir : la faiblesse de l'État (quand d'autres parlent de faillite de l'État), qui fait ouvrir des portes poreuses à des conflits armés dont les commanditaires recherchent le contrôle des ressources minières. Le Congo est géographiquement immense et la présence de l'État dans tous les territoires et secteurs qui incite au respect et à la discipline quand il s'agit d'un pays qui attire les convoitises des puissances planétaires pour son sous-sol, relève d'un miracle que seule une vision pensée, hautement stratégique peut se permettre.

UNE CONVICTION ?

Or, si dès le jour où le pays fut proclamé « indépendant », toute la structure administrative s'écroule avec le retour en masse dans leurs pays des élites coloniales et que le chaos s'installe avec l'assassinat du chef du gouvernement, il faut certainement bien plus pour parvenir à retisser le tissu social et politique. Mais comment y parvenir sans une élite responsable, sans une vision politique stratégique, sans l'amour patriotique, sans - l'expression est de Mobutu - « se serrer la ceinture » pour la sécurité, l'intégrité, la souveraineté nationale ? Des « chefs » rebelles recrutés par le Rwanda, tel l'ex-président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, Cornille Nangaa Yobeluo, pris en charge et protégés par le Rwanda, qui, à l'est, roulent carrosse, mènent grand train de vie, sont-ils des Congolais pétris d'amour de la Patrie ? Ont-ils le moindre souci du Congo ou pensent-ils que finalement ils se retrouvent matériellement bien mieux là-bas qu'ils le seraient ailleurs ? Qui s'imaginerait que ces compatriotes aient rejoint par conviction les rangs de la rébellion rwandaise ? S'ils n'ont pas intégré cette rébellion par conviction et qu'ils y étaient à la recherche d'une position confortable, quelle solution le dialogue « réclamé » et annoncé pourrait leur apporter et qu'ils seraient prêts à accepter ? Mais voilà que Kigali lève le voile, passe de la protection d'une composante ethnique à des revendica-

tions territoriales. Dans un discours public à Kigali, Kagame déclare que son pays avait été défait de certains de ses territoires par la Conférence coloniale de Berlin dont il réclame sans le dire la restitution.

En avril 2023 en visite au Bénin, Kagame a eu ces propos : « Le problème du Congo, le problème de la région ou encore le problème du Rwanda n'est pas le M23. Le M23 est la résultante de plusieurs autres problèmes qui n'ont pas été résolus depuis des décennies. Le problème du M23 existait même avant que Tshisekedi ne devienne président. Cela remonte même à 2012. En ce qui concerne le M23 et toutes les personnes liées au M23, les Congolais qui ont bénéficié de l'héritage rwandais, les frontières qui ont été construites durant la période coloniale ont affecté et divisé nos peuples. Une partie du Rwanda a été donnée au Congo, le sud à l'Ouganda. Vous pouvez remonter dans l'histoire. Ce problème va au-delà de ma personne, au-delà de la personne du président Tshisekedi. Toutes ces personnes qui étaient présentes en cette période ne sont plus là. Il faut trouver la solution à cette crise. Les démarches entreprises ont essayé, mais apparemment le Congo ne veut pas que la question soit résolue. Aujourd'hui, nous ne pouvons continuer à nous plaindre du problème éternellement alors que nous connaissons là où il y a le nœud. C'est comme si nous même nous ne souhaitons pas trouver la solution. On tourne autour du pot, malheureusement ». Sur la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, en mars 2025, Kagame déclare : « Les Belges ont détruit le Rwanda, ont tué des Rwandais et cette histoire dépasse largement les 30 dernières années. Ils disent : « On ne vous autorise pas à faire ci ou ça », et on leur demande : « Mais qui êtes-vous ? Qui vous a mis à notre tête ? Ces Belges qui ont favorisé la division ethnique au Rwanda ». Quelle urgence aujourd'hui pour le Congo ? Travailler à une prise de conscience, à un éveil de conscience. Le Congolais doit aimer son pays. Il doit œuvrer non pas à le faiblir mais à le renforcer. Le Parlement devrait voter une loi dans ce sens.

T. MATOTU

Des cérémonies de remise et reprise dans des entreprises publiques



À g. (au centre), à la RVA-SA, le PCA Tryphon Kin-kiey Mulumba, le nouveau DG Louis-Blaise Londole Lokoyi (à dr.) lors de la signature du contrat de construction du nouvel immeuble-siège de l'entreprise de l'État. À dr., Baraka Kabemba, le nouveau D-G de la Gécamines. DR.

Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a signé le 20 février 2026 une série d'ordonnances rendues publiques trois jours plus tard, lundi 23 février, par sa porte-parole Tina Salama qui a lu les textes en direct sur la Rtnc, la Radio-télévision nationale congolaise.

Des cérémonies de remise et reprise ont été appelées par le ministère représentant l'État dans ces entreprises. La ministre du Portefeuille Julie Mbuyi Shiku a notifié le 15 février ces ordonnances aux mandataires nommés en leur présentant de «vives félicitations pour la confiance placée (en eux) par la Haute Autorité de la République» et les exhortant «à exercer (leur) mandat dans le strict respect des textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi que des règles de transparence, de redevabilité et de performance qui gouvernent les entreprises publiques». Des cartons de dossiers personnels sont en train d'être apprêtés dans les entreprises concernées pour la tenue

de ces cérémonies qui requièrent des réunions des conseils d'Administration et une Assemblée Générale Ordinaire, en harmonie avec les textes de l'Ohada, à savoir, l'Acte Uniforme Relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, en l'espèce, les articles 485 (nomination du Directeur Général), 477 (nomination du Président du Conseil d'Administration) et 546 (convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire).

GUY-ROBERT LUKAMA S'Y SE-RAIT OPPOSÉ?

Par l'ordonnance n°26/du 20 février 2026, le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a nommé le 20 février 2026 Tryphon Kin-kiey Mulumba Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA et Louis-Blaise Londole Lokoyi et Vincent Futa Tshibamba respectivement Directeur général et Directeur général adjoint de la RVA-SA. Tryphon Kin-kiey Mulumba a été reconduit à son poste, Louis-Blaise Londole Lokoyi qui, depuis mi-septembre 2025, exerçait les fonctions de Directeur général a.i., a été confirmé dans

ses fonctions. Ancien de l'École Nationale de l'Aviation Civile, ENAC, Vincent Futa Tshibamba qui fut à sa nomination Directeur à la RVA-SA, est le nouveau Directeur général adjoint. Il remplace Louis-Blaise Londole Lokoyi qui scelle le départ de l'ex-Directeur général Léonard Ngoma Mbaki suspendu de ses fonctions par arrêté ministériel du 19 septembre 2025. Cette suspension, qui fut une mesure conservatoire, faisait suite à un dysfonctionnement technique survenu le 10 septembre à l'Aéroport International de N'djili qui avait conduit à une coupure d'électricité avec pour conséquence un retard d'atterrissage de l'avion présidentiel et le départ sur d'autres aéroports des vols commerciaux. L'arrêté de la ministre du Portefeuille précisait que la mesure de suspension allait «permettre une enquête approfondie sur les circonstances de l'incident et à établir les responsabilités». À la société Générale des Carrières et des Mines, Gécamines, propriétaire de participations dans de nombreux projets de cuivre et de cobalt, Deogratias Ngele Masudi a été nommé Président du conseil d'Administration et Baraka Kabemba est

le nouveau Directeur général. Me Deogratias Ngele Masudi et l'ingénieur commercial Baraka Kabemba remplacent respectivement Guy Robert Lukama, nommé en même temps PCA de la Société Aurifère du Kivu et du Maniema, Sakima, et Placide Nkala Basaduilwa, placé au sein du conseil d'administration de la Société Minière de Kilo-Moto, Sokimo. Guy Robert Lukama et Placide Nkala Basaduilwa étaient en poste depuis début 2023. Le nouveau PCA de la Gécamines Ngele Masudi qui fut ministre de la Justice sous Joseph Kabila Kabange, connaît la Gécamines dont il fut secrétaire général jusqu'en 2021 quand Albert Yuma Mulimbi présidait le fleuron minier historique du Congo. Diplômé de l'Institut Catholique des Hautes études Commerciales ICHEC à Bruxelles, responsable à sa nomination d'un cabinet de gestion des fonds de roulement dans le secteur minier, Baraka Kabemba était associé d'EY au Congo et pilotait les activités consulting du cabinet de conseil en Afrique centrale. La Gécamines a déjà eu recours aux services d'EY. Il y a quelques mois, le géant de l'audit et du conseil avait annoncé sa décision de se

retirer d'Afrique subsaharienne francophone, pour laisser place à deux réseaux indépendants dirigés par ses associés sur le continent. Les nominations à la Gécamines interviennent alors que l'un des enjeux majeurs du gouvernement congolais est de concrétiser l'arrivée possible d'investissements américains dans les mines du pays, afin de diversifier un secteur trusté par les groupes chinois. Les discussions en ce sens entre Kinshasa et Washington, qui se sont accélérées à partir du mois de décembre, sont en cours depuis de longs mois. En mai 2025, Deogratias Ngele Masudi et Baraka Kabemba avaient été désignés membres d'une cellule de coordination stratégique pour le suivi de ces négociations. Alors que le rachat du producteur de cuivre et de cobalt, Chemaf, très endetté et en vente depuis 2023, s'est immiscé dans les discussions entre Washington et Pékin, la reprise de ses actifs par le groupe américain Virtus Minerals a engendré des crispations au sein de la Gécamines. L'ex-Président du Conseil d'Administration de la Gécamines Guy Robert Lukama ne soutenait pas cette offre pour-

tant approuvée par le gouvernement, alors que son aval est essentiel pour cette cession, l'entreprise publique étant propriétaire de Mutoshi, l'une des deux mines exploitées par Chemaf. En janvier, la société américaine a signé un accord d'achat d'actions portant sur 95 % du capital de Chemaf. Dépourvue d'expérience notable dans le secteur minier, elle bénéficie du soutien du fonds d'investissement américain Orion Resource Partners, de la compagnie minière indienne Lloyds Metals mais aussi, et surtout, de l'administration Trump. À en croire des sources, la position de l'ex-Président du Conseil d'Administration de la Gécamine Guy Robert Lukama sur le dossier Chemaf serait l'une des raisons de son départ. Si, au sein de l'appareil d'État, les violons ne s'accordaient pas sur Virtus Minerals, certains cadres souhaitaient avancer vite avec la société américaine. Ce changement à la Gécamines va-t-il permettre de trouver le go sur le cas Virtus Minerals ? Ce qui est certain, c'est qu'avec la nomination de Baraka Kabemba, le Chef de l'État fait le choix d'un profil issu du privé, disposant d'une expérience dans le conseil en gestion financière

des entreprises, dans un contexte où la gouvernance de la Gécamines fait régulièrement l'objet de critiques. De plus, en plaçant Deogratias Ngele Masudi à la présidence de la plus grande société publique du pays, il fait le choix d'un familier des dossiers, réputé proche de lui. Notons que par deux autres ordonnances présidentielles rendues publiques le même 23 février, de nouveaux mandataires ont été nommés à la tête de la Société Minière de Kilomoto-Société Anonyme, SOKIMO-SA et à l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Électricité, ARE. François Kakese Kimaza, qui occupait jusque-là les fonctions de gestionnaire de Qualité et Performances du cabinet du Président de la République, devient président du Conseil d'administration de SOKIMO-SA. Yanick Nzonde Mulundu est nommé Directeur général. Il succède à Pistis Bonongo. Placide Nkala Basadilwa est le nouveau Directeur général adjoint. À l'ARE, Jean-Marie Beya est le nouveau Président du Conseil d'administration tandis que Mme Soraya Aziz prend la direction générale et Marco Nkuyu est nommé directeur général adjoint. avec AGENCES ■

Le Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale Daniel Mukoko Samba s'exprime

Une interview exclusive au Soft International

Aucun doute. Depuis qu'il a regagné le Gouvernement dans l'équipe de Mme Judith Suminwa Tuluka, Daniel Mukoko Samba, Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale, les résultats sont au rendez-vous. Illustration ? Le secteur pétrolier «éminemment stratégique», pilier de l'économie. À Kinshasa, fin septembre 2024, le litre d'essence se vendait à 3.440 CDF. Il est aujourd'hui à 2.440 CDF. À son arrivée au ministère, «j'avais trouvé un secteur pétrolier sous forte tension financière, avec des pertes et manques à gagner élevés qui pesaient lourdement sur les trésoreries des entreprises du secteur. Il existait également des distorsions dans les structures de prix, liées notamment aux écarts entre le taux de change officiel et celui du marché. Dans l'ensemble, le vrai défi dans ce secteur éminemment stratégique était celui de restaurer la transparence, la discipline et la prévisibilité». Et : « Des mesures (prises) ont permis de réduire significativement les charges budgétaires, d'améliorer les recettes publiques et de renforcer la stabilité de l'approvisionnement ». Si depuis le dernier trimestre 2025, «nous avons tourné la page des manques à gagner, beaucoup reste à faire



Dans 4 mois, il aura accompli 2 ans à la tête du ministère de l'Économie. En exclusivité au Soft International, le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba en dresse le bilan mi-parcours. DR.

(...). La rigueur est un processus continu (...). La guérison d'un État est une œuvre de longue haleine (...). Si les mécanismes sont solides et les règles claires, ils survivent aux hommes. L'objectif était précisément de construire un système plus robuste que les personnes qui le servent», déclare le VPM au Soft International. Interview exclusive. Ci-après.

Q. Dans quatre mois, vous aurez accompli deux ans au ministère de l'Économie nationale. Quels problèmes avez-vous rencontrés en y arrivant ?

R. À ma prise de fonction, il m'était apparu

évident que la priorité était la lutte contre le vie chère. C'était l'une des grandes préoccupations soulevées par les Congolais pendant la campagne électorale de 2023 et c'était le défi majeur pour la plupart des gouvernements dans le monde depuis 2022. Il me fallait trouver les leviers essentiels pour agir vite et ainsi obtenir des résultats rapides. J'avais identifié trois leviers : les prix des biens alimentaires de grande consommation, le marché du maïs, et les prix des produits pétroliers. Le premier levier s'explique par l'importance relative des dépenses alimentaires dans les revenus des ménages. Le deuxième par la sensibilité de ce produit, le maïs, dans les

espaces Katanga et Kasai. Et le troisième par le lien très étroit entre les prix des produits pétroliers et ceux de tous les autres biens. Il est vrai que le problème du pouvoir d'achat doit trouver solution à la fois dans les capacités productives locales et la maîtrise des coûts logistiques, mais aussi dans la capacité de l'économie nationale à amortir les effets de l'inflation importée. Cependant, dans les circonstances qui prévalaient à la mi-2024, les solutions recherchées devaient s'inscrire dans le court terme.

Quelles réponses avez-vous apporté à ces problèmes?

Sur le premier levier, la solution de long terme

consiste à accroître la production locale de manière durable. Mais, il y a des délais incompréhensibles pour remettre en place des systèmes agricoles qui permettent de produire localement plus riz, plus de maïs, plus de sucre. En attendant, pour ne parler que de céréales, en 2024, la RDC a importé 267.000 tonnes de blé dur et près de 110.000 tonnes de riz (toutes catégories confondues). Ces quantités sont d'ailleurs insuffisantes. Selon les estimations FAO, en 2024, la RDC devait importer près de 770.000 tonnes de céréales pour satisfaire la demande intérieure. C'est pourquoi, j'avais proposé au Gouvernement d'agir sur les différents prélèvements intérieurs qui alourdissent les coûts de revient des biens importés pour obtenir une baisse relative des prix de gros, et par ricochet, des prix au détail de quelques produits alimentaires. C'est ainsi que le décret n°24/07 du 19 septembre 2024 avait suspendu jusqu'au 31 décembre 2025, la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, TVA, et réduit les droits de douane, ainsi que certains autres prélèvements sur les produits alimentaires de première nécessité (farine, riz, poissons, etc.) pour lutter contre l'inflation. Les effets de cette politique ont été évidents à partir de janvier 2025. Bien que le maïs et la farine de maïs aient fait l'objet du décret que j'ai cité plus haut, j'avais estimé utile de traiter ce produit de manière particulière à cause de son poids dans les régimes alimentaires dans les grands espaces Katanga et Kasai. Je voulais à la fois couper court aux velléités spéculatives sur

ce produit pendant la période de soudure, c'est-à-dire, la période entre le semis et les premières récoltes. Je voulais aussi mieux encadrer les importations et faciliter les échanges, surtout entre la frontière avec la Zambie par laquelle arrivent d'importantes quantités de maïs importé et l'intérieur du Kasai. En signant des protocoles d'accord avec des sociétés privées importatrices, je pense qu'il a été possible de calmer les ardeurs des spéculateurs. En coordonnant avec le Service National et en subventionnant la SNCC pour qu'elle organise plus de convois vers le Kasai malgré les nombreux obstacles sur la voie ferrée, il a été possible d'assurer un approvisionnement régulier des marchés intérieurs. Je dois souligner que le financement de la campagne agricole par le Gouvernement a aussi permis de prolonger ces efforts parce qu'à partir de mi-2025 l'on a vu arriver sur les différents marchés d'importantes quantités de maïs local. Mais beaucoup reste à faire dans ce domaine. Concernant le troisième levier, j'avais trouvé un secteur pétrolier sous forte tension financière, avec des pertes et manques à gagner élevés qui pesaient lourdement sur les trésoreries des entreprises du secteur. Il existait également des distorsions dans les structures de prix, liées notamment aux écarts entre le taux de change officiel et celui du marché. Dans l'ensemble, le vrai défi dans ce secteur éminemment stratégique était celui de restaurer la transparence, la discipline et la prévisibilité.

(suite en page 5).

« Si les mécanismes sont solides, les règles claires, ils survivront aux hommes »

(suite de la page 4).

C'est cette problématique structurelle que nous avons décidé d'attaquer en priorité. Avec la collaboration d'autres membres du Gouvernement concernés, nous avons engagé une réforme méthodique et progressive. Premièrement, la révision des structures de prix pour éliminer les paramètres fictifs et aligner les calculs sur des bases réalistes. Deuxièmement, la certification rigoureuse des pertes et manques à gagner afin de maîtriser les charges supportées par l'État. Troisièmement, la réforme fiscale dans le secteur minier, avec la suppression des subventions carburant aux entreprises minières et l'obligation d'achats déclarés sous douane. Ces mesures ont permis de réduire significativement les charges budgétaires, d'améliorer les recettes publiques et de renforcer la stabilité de l'approvisionnement. Les résultats sont évidents : le prix du litre d'essence à Kinshasa était 3.440 CDF fin septembre 2024, il est de 2.440 CDF actuellement. Les volumes des produits pétroliers échangés ont fortement augmenté dans toutes les zones économiques du pays. À partir du dernier trimestre 2025, nous avons tourné la page des manques à gagner.

Pensez-vous que ces réponses survivront après votre passage à ce ministère ?
Les réformes ne doivent jamais dépendre d'un individu. Nous avons travaillé à les institutionnaliser : décisions collégiales, formalisation des procédures, traçabilité administrative, dialogue structuré avec les parties prenantes. Si les mécanismes sont solides et les règles claires, ils survivent aux hommes. L'objectif était précisément de construire un système plus robuste que les personnes qui le servent.

Depuis votre arrivée à la tête du ministère de l'Économie nationale, vous faites faire des gains en plusieurs millions de \$US au Trésor public provenant des pétroliers. Ces mêmes pétroliers qui, hier ont sucé, de longues années, l'État congolais se seraient ressaisis sous votre

Rang	HS6	Libelle du produit	Volume total importé (kg)	Valeur FOB totale (CDF)
1	100119	Blé dur (autres)	267 357 050	185 372 510 080
2	110220	Farine de maïs	162 490 821	156 098 688 162
3	170114	Sucre brut de canne ou de betterave	102 264 277	76 546 242 952
4	100630	Riz blanchi ou semi-blanchi	67 519 722	60 768 860 663
5	100640	Riz brisé	38 680 927	31 614 744 723
6	100590	Maïs (autres)	36 688 757	15 906 964 573
7	110710	Malt non torréfié	43 646 420	65 814 084 950
8	110100	Farine de blé ou de méteil	37 079 587	279 700 227 122
9	190219	Pâtes alimentaires (autres)	23 018 705	21 063 703 937
10	220300	Bière de malt	20 598 803	76 701 416316

gouvernance ou ils seraient mieux exposés, plus suivis par les réformes que vous auriez introduites?
Je ne fonctionne pas dans une logique de confrontation ou de stigmatisation. Le secteur pétrolier est un secteur stratégique pour notre économie. Ce que nous avons corrigé, ce ne sont pas des acteurs, mais des mécanismes. Lorsque les règles sont imprécises, les marges d'interprétation peuvent créer des dérives. Lorsque les règles sont claires, contrôlées et appliquées avec rigueur, les déséquilibres se réduisent. Il s'agit donc moins d'un changement d'attitude des opérateurs que d'un renforcement de la discipline systémique.

Pensez-vous que les gains que vous faites faire au Trésor public sont suffisants ou il reste du chemin à faire ?
En matière de finances publiques, il n'y a jamais de point d'arrivée définitif. Les progrès réalisés sont importants, mais la consolidation doit se poursuivre. La voie est maintenant bien tracée. Sur la base des résultats encourageants que nous avons obtenus, nous allons poursuivre les efforts avec pour objectif de se rapprocher de la vérité des prix, en protégeant le pouvoir d'achat des consommateurs, en diminuant les subventions de l'État, le tout sans des incidences fâcheuses sur les trésoreries des entreprises. La rigueur est un processus continu.

On parle ces derniers temps du «deal

minier» conclu le 4 décembre dernier à Washington dans lequel vous jouez un rôle de premier plan. Quels sont les aspects positifs de ce «deal» pour le pays et quels en sont les aspects négatifs ?
D'abord laissez-moi corriger. Il ne s'agit pas d'un deal au sens d'un troc «minerais» contre «sécurité» comme d'aucuns pourraient le penser. Il s'agit de la reconnaissance par le gouvernement américain de la RDC comme un partenaire stratégique. Dans ce cadre, les deux États ont pris l'engagement commun de coopérer de manière plus étroite dans différents domaines : l'économie, la sécurité et la défense, la science et la technologie, les échanges de compétences institutionnelles. L'accord offre ainsi un cadre global de coopération permettant aux États-Unis de sécuriser l'accès aux minerais critiques et à la RDC d'accélérer son insertion dans les chaînes de valeurs mondiales, en plus des échanges dans les autres domaines comme je l'ai indiqué plus haut. La RDC tient à diversifier et son économie et ses partenariats. Le partenariat avec les États-Unis ouvre des perspectives importantes en matière d'investissements, de transfert de technologies et de diversification des débouchés pour nos ressources stratégiques. Il améliore également la visibilité internationale de la RDC. Toutefois, tout accord exige vigilance : garantir l'intérêt national, préserver la souveraineté économique et assurer une mise en œuvre transparente sont

des conditions essentielles pour que les bénéfices soient durables.

Pensez-vous que l'état d'esprit congolais permettra à ce «deal» de conduire le pays à des résultats positifs?
Les Congolais attendent des résultats concrets. Si les partenariats produisent des emplois, des infrastructures, des recettes supplémentaires et une amélioration du bien-être collectif, l'adhésion suivra naturellement. La confiance se construit par les faits.

Qu'est-ce que le pays a tiré ou espère tirer de votre passage à la rencontre de Davos, en Suisse ?
Davos est un espace stratégique de diplomatie économique. Il permet de présenter les réformes engagées, de dialoguer avec des investisseurs et de renforcer la crédibilité du pays. Dans un monde compétitif, la visibilité internationale est un actif économique. En janvier dernier, nous avons voulu, avec mes collègues de l'Intérieur et des Mines, mais aussi avec les entrepreneurs Congolais membres de la FEC, présenter plus positivement la RDC.

Vous avez été, dans une autre vie, Vice-premier ministre en charge du Budget. Quelle analyse faites-vous entre ces années-là et ces années-ci ?
Au Budget, l'enjeu était principalement la discipline dans la gestion des dépenses publiques. À l'Économie nationale, la mission est plus large : régulation des

marchés, protection du pouvoir d'achat, redressement de la production nationale. Mais, entre les deux positions, une constance. Dans les deux cas j'ai eu le privilège et la responsabilité de présider la Commission interministérielle permanente Économie-Finances-Reconstruction. Et, dans cette position, je suis donc intimement concerné par la question de la stabilisation macro-économique.

Vous êtes la bouche d'où l'expression «coulage des recettes publiques» est sortie un jour dans un grand palace à Kinshasa. C'est la première fois que cette expression était entendue de la bouche d'un homme politique au Congo. Qu'en est-il plus d'une décennie plus tard?
Le «coulage» désigne les inefficiences, les fraudes et les fuites qui affaiblissent l'État. Plus d'une décennie plus tard, le combat continue. La différence réside dans l'amélioration des outils de contrôle et dans une volonté politique plus affirmée de renforcer la traçabilité et la discipline. Un exemple récent : en excluant les miniers de la subvention pétrolière à partir d'août 2025 et en encadrant de manière plus stricte la collecte des ressources publiques, nous avons fait passer les recettes douanières payées par cette catégorie d'agents d'une moyenne de 4,5 milliards de CDF à 80 milliards CDF de par mois.

Dans votre ouvrage «Guérir le Congo du mal zaïrois» paru en

2021 chez l'Harmattan, vous affichez une grande ambition. C'est quoi le mal zaïrois? Quelle en est la thérapeutique? Pensez-vous que le Congo est désormais engagé dans ce processus de guérison ? Si oui, à quel niveau se trouve le Congo aujourd'hui dans ce processus ?
Le «mal zaïrois» renvoie à une culture d'impunité, à la confusion entre intérêt public et intérêt privé, et à la faiblesse institutionnelle. La thérapeutique repose sur la réforme des institutions, la discipline budgétaire, la transparence et la responsabilisation. Le Congo est engagé dans ce processus, mais la guérison d'un État est une œuvre de longue haleine.

Professeur d'Économie, comment expliquer qu'avec un projet de budget de 22 milliards de \$US en 2026, que le gouvernement émette des obligations du trésor de 70 millions de \$US, en clair, que le gouvernement en soit arrivé à solliciter des crédits auprès des opérateurs économiques et des investisseurs ?
Un budget projeté ne signifie pas une trésorerie immédiatement disponible. Les obligations du Trésor sont des instruments modernes de gestion budgétaire. Elles permettent de faire face aux décalages temporaires entre les recettes et les dépenses de l'État et d'assurer une gestion plus stable et prévisible de la trésorerie publique. C'est un signe de normalisation financière, non de fragilité.

Les Congolais aimeraient mieux vous connaître. Excellence Monsieur le Vice-premier ministre, qui êtes-vous ?
Je suis un économiste de formation, professeur d'université, engagé depuis plusieurs décennies dans la réflexion sur les politiques publiques et la gouvernance économique. J'ai eu l'honneur de servir mon pays à différents niveaux de responsabilité. Je crois profondément que le développement repose sur la rigueur, la constance et la primauté de l'intérêt général.

LE SOFT INTERNATIONAL

Le ministère de l'Économie fait à nouveau gagner à l'État un gain de plus de 44 millions de \$US



Le VPM à l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba lors de la réunion de certification des PMAG, Pertes et Manques à Gagner. DR.

Certification des PMAG-Zones Sud, Est et Nord : Le CSPPP certifie encore un gain de 44,4 millions de \$US en faveur de l'État congolais pour le second semestre 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°106/2026.

Alors que la zone Ouest a réalisé un gain de 22.311.802,43 \$US au quatrième trimestre 2025, le Comité de Suivi des Prix des Produits Pétroliers, CSPPP, a certifié, une fois de plus, le jeudi 19 février 2026, un gain global de 44.434.356 \$US de l'État congolais sur les sociétés pétrolières opérant dans les zones de consommation Sud, Est et Nord du pays pour le second semestre 2025. Les gains ainsi certifiés traduisent une évolution significative dans la dynamique de gestion des

à Gagner, PMAG, dans les zones de consommation concernées. Ils confirment les progrès enregistrés en matière de maîtrise et de transparence des mécanismes de suivi, évaluation et accompagnement des sociétés pétrolières aval. S'exprimant au nom des opérateurs pétroliers des zones Sud,

Nord et Est, le Président de la Commission des hydrocarbures de la FEC-Haut-Katanga, Joseph Twite Maloba, a salué l'évolution du processus de calcul : «Nous sommes contents de ces résultats. Nous sommes dans un jeu gagnant-gagnant et, actuellement, c'est le gouvernement qui détient une créance

sur nous, les pétroliers. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nous pensons que les travaux doivent se poursuivre dans cet élan de transparence et de paiement rapide des PMAG», a-t-il déclaré. Présent à cette session, le Coordonnateur du Comité de Réglementation des Prix des produits stratégiques, CRP,

a rappelé les orientations du Vice-premier ministre, ministre de l'Économie nationale, le Professeur Daniel Mukoko Samba, axées sur la détermination de justes prix, de justes gains et de justes pertes et manques à gagner. L'objectif du Gouvernement dans ce secteur demeure la préservation du pouvoir

d'achat de la population et la rationalisation des dépenses de l'État pour atteindre les équilibres économiques fondamentaux dont les directives pertinentes sont données par Son Excellence Monsieur le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi. D'une manière générale, l'année 2025 marque un tour-

nant décisif dans la détermination des pertes et manques à gagner en produisant grâce aux réformes engagées des gains en faveur de l'État congolais.

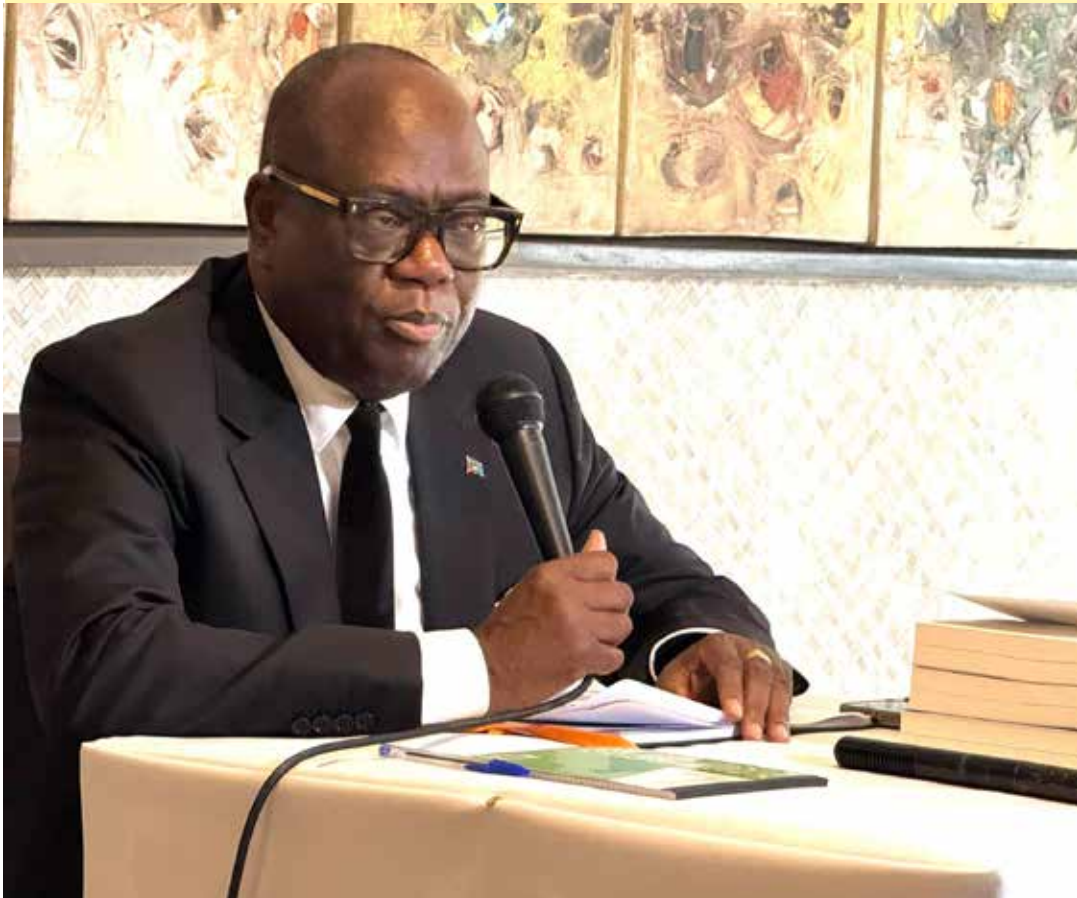
Ces résultats encourageants résultent du renforcement continu de la gouvernance du secteur pétrolier, fondée notamment sur l'utilisation de paramètres techniques certifiés, une coordination interinstitutionnelle accrue et une traçabilité renforcée des données économiques. Ont pris part à ces travaux les représentants de la Présidence de la République, de la Primature, des ministères de l'Économie nationale, des Hydrocarbures, des Finances et du Portefeuille, ainsi que les représentants de la profession pétrolière et des institutions concernées dont la Banque Centrale du Congo, BCC.

Fait à Kinshasa, le 19 février 2026
Cellule de communication/ÉCONAT ■



De dr. à g., le Secrétaire général du ministère de l'Économie nationale Abolia Taba Mopololo, le DirCab du Vice-premier ministre Albert Kasongo Mukonzo, le Coordonnateur du CRP Théodore Nana Mungiele. DR.

Échange des vœux au Parti pour l'Action



À g., le Prof. Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'Autorité Morale du P.A, le Parti pour l'Action. À dr., la salle remplie de cadres et membres du P.A. DR.

Au lendemain du retour de son séjour à l'étranger où il s'était rendu dans l'espace Schengen et en Suisse (Zurich et Genève), le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'Autorité Morale du P.A, le Parti pour l'Action, a réuni samedi 21 février en la salle Tata Marie, à l'hôtel Sultani à Kinshasa une cinquantaine de hauts cadres et membres de son parti.

C'est la première fois depuis le début de l'année qu'un tel format se retrouvait, ce fut un échange des vœux entre camarades et d'appel au réarmement pour l'année nouvelle. Les leaders nationaux du P.A ont chacun à tour de rôle présenté la situation dans son secteur et exposé les réponses aux problèmes. « Le Parti pour l'Action a très bien commencé l'année 2026 et le Secrétaire Général ayant été investi il y a quatre mois, en novembre 2026, le temps est venu, en harmonie avec le PNPA, le Président National, de présenter un programme d'actions ainsi que les priorités de 2026 et de proposer, s'il échet, une restructu-

ration du CENAT, le Comité Exécutif National. 2026 doit être une année d'actions sur le terrain pour le Congo et dans la discipline, a insisté le Président National Historique, PNH, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, qui a présenté à ses camarades son ouvrage édité par l'une de grandes maisons d'édition de Paris, Le Cherche Midi. Il a regretté que la Maison Schengen n'ait pas accordé le visa d'entrée à certains membres de sa délégation dont des journalistes formellement invités par l'éditeur français mais a expliqué que l'Occident devient de plus en plus «très protecteur de sa civilisation face à la menace d'effacement et de remplacement que constitue l'immigration au moment où les compagnies aériennes occidentales continuent de survoler les ciels du monde de part en part ».

ALUNGA MBUWA ■

Air Congo annonce des vols internationaux

Avec une flotte de trois avions, des Boeing 737-800, dont le dernier réceptionné début février 2026 alors qu'elle s'apprête à acquérir un quatrième aéronef, la compagnie Air Congo, l'une des deux sociétés aériennes nationales avec Congo Airways, a publié le calendrier de ses vols internationaux.

Démarrage des vols en direction de Johannesburg (Afrique du Sud) et Entebbe (Ouganda) : 22 mars 2026. Lancement des lignes Douala (Cameroun) et Cotonou (Bénin) : 28 mars 2026. Desserte Dar es Salam (Tanzanie) : 4 avril 2026. Des routings qui font partie d'une stratégie visant à relier le Congo à des centres économiques africains importants et à renforcer la connectivité régio-

nale. La nouvelle compagnie aérienne nationale a vu le jour en décembre 2024, aux termes d'un accord de partenariat public-privé entre l'État congolais (51 %) et le géant africain des airs Ethiopian Airlines (49 %). Air Congo qui a un Éthiopien comme Directeur général, Mesfin Biru Weldegeorgis, ancien directeur régional d'Ethiopian, a commencé ses vols au niveau domestique avant de chercher à franchir

les frontières nationales. L'objectif visé est de faciliter le trafic de passagers, les échanges commerciaux, et les connexions diplomatiques, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Le chiffre d'affaires de la société est de l'ordre de près de 40 millions de \$US. Le lancement des vols internationaux constitue pour Air Congo une étape

déterminante dès lors que le Congo cherche à reprendre sa présence d'antan sur le marché aérien régional, après 31 ans de contraintes dans le secteur aérien. En 1971, dans le cadre de la politique du recours à l'authenticité instituée par le président Mobutu Sese Seko, le pays disposait d'une puissante compagnie aérienne Air Zaïre préalablement Air Congo, l'une des compagnies aériennes les

plus importantes d'Afrique centrale. Sa flotte comprenait des avions long-courriers, des DC-10 et DC-8, voire un Boeing 747 (Jumbo Jet), symbole de prestige national, qui assurent les liaisons outre des capitales africaines, celles des capitales internationales, Bruxelles, Paris, Rome, Madrid. Kinshasa était alors un carrefour régional important. Air Zaïre a fait son temps jusqu'en 1995 lorsqu'elle s'est enli-

sée dans des difficultés de fonctionnement, occasionnant la cessation de ses activités. Congo Airways appartient à quatre sociétés publiques congolaises, Caisse Nationale de Sécurité Sociale, CNSS (30,7%), Société congolaise de Transport et Ports, rebaptisé ONATRA (8,52%), Fonds de promotion de l'industrie, FPI (8,52%), Régie des voies aériennes, RVA-A (5,54%).

ALUNGA MBUWA ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Dans les librairies du monde

UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

CE QUE JE SAIS

Tryphon Kin-Kiey Mulumba

Quand un acteur de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais

RÉSUMÉ

Du village de Masimanimba aux palais présidentiels, Tryphon Kin-kiey Mulumba livre un récit rare, à la fois personnel et politique. Journaliste, universitaire, parlementaire et ministre, il retrace un demi-siècle de vie publique congolaise et appelle à « refaire rêver le Congo ». Son regard, affranchi des clichés et des prismes extérieurs, restitue la complexité du pays depuis l'intérieur.

Tryphon Kin-kiey Mulumba traverse les grandes séquences de l'histoire politique du Congo : dérives du mobutisme, naissance de FUDPS, guerres du Shaba et de Moba, avènement des Kabila, jusqu'à l'arrivée de Félix Tshisekedi. Il expose les dynamiques qui ont façonné ces décennies : défis de gouvernance, mensonge politique, conflits armés, poids des richesses naturelles, influences régionales... Acteur de plusieurs régimes, il livre un témoignage de l'intérieur sur les efforts, les échecs et les tentatives de développement et de démocratisation, dans le plus grand pays d'Afrique centrale, riche en ressources mais soumis à des défis de taille et pose la question centrale : pourquoi le Congo ne parvient-il pas à réaliser ses promesses et ses ambitions ?

Le livre comporte une annexe présentant soixante mesures d'urgence articulées autour de cinq thématiques clés et visant à faire du Congo un « pôle de paix, de sécurité, de stabilité, d'attractivité et de compétitivité » ainsi qu'un « hub de gouvernance et d'intelligence » sur le continent. Plus que jamais d'actualité.

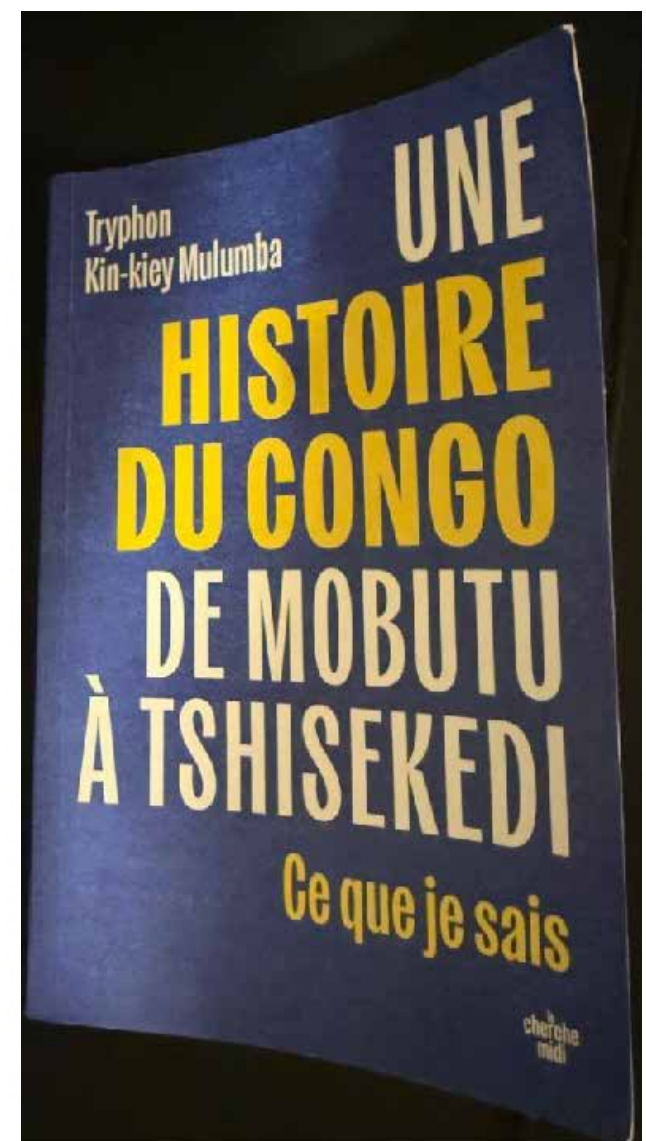
Les apports majeurs de l'ouvrage

- Un récit congolais, affranchi des lectures occidentales : un demi-siècle de crises, de ruptures et d'espoirs ;
- Un récit mêlant anecdotes et analyses, qui propose un décryptage géopolitique et économique précis des forces et faiblesses de la RDC ;
- Un plaidoyer pour la souveraineté par la compétence, prônant la priorité aux politiques publiques – infrastructures, gouvernance, planification – face aux slogans et aux influences extérieures, de la guerre froide à la compétition sino-américaine.

Un témoignage essentiel pour comprendre la RDC d'aujourd'hui.

L'AUTEUR

Tryphon Kin-kiey Mulumba est l'une des figures les plus singulières de la vie publique congolaise. Journaliste de formation, universitaire, communicant et homme politique, il a occupé plusieurs fonctions de premier plan : député, ministre, stratège et conseiller auprès des plus hautes autorités de l'État jusqu'à se présenter à la présidentielle de 2018. Ayant traversé quatre décennies de turbulences politiques, son parcours, à la croisée des médias, du monde académique et de l'action gouvernementale, en fait un témoin privilégié des mécanismes politiques et institutionnels de la RDC.



Parution le 22 janvier 2026
Format 140x2100 mm, 448 pages,
20 € TTC

Contact presse :
Anne Testuz
anne@testuz.com
06 64 19 00 63



Trouvez votre exemplaire à la [fnac.com](https://www.fnac.com) ou chez [amazon.com](https://www.amazon.com)

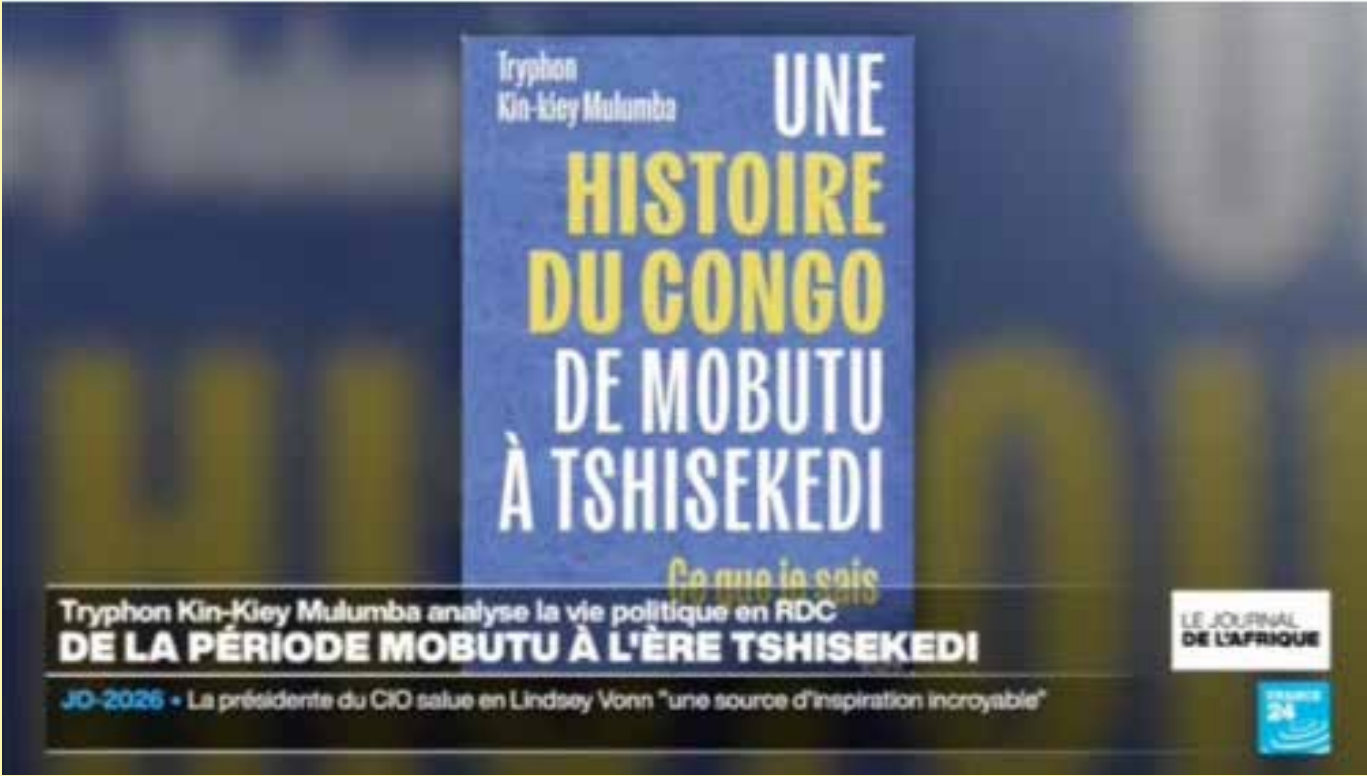
À côté de la mythique Place Vendôme, de l'hôtel Ritz, à un jet de pierre du Palais de l'Élysée



L'équipe d'édition - Philippe Héraclès et Suzette Durand - toutes oreilles aux mots que prononce l'Auteur Tryphon Kin-kiey Mulumba. DR.

Ce jour-là, pour la grande salle de l'hôtel Castille, le Cherche Midi avait distribué une cinquantaine de cartons.

À la suite de difficultés d'obtention de visa d'entrée dans l'espace Schengen, on a compté une quarantaine de personnalités issues de médias, de la société civile, congolaise, française, belge. Ce 27 janvier 2026, à proximité de la mythique place Ven-



dôme, célèbre place royale du 1er arrondissement de Paris, de l'hôtel Ritz, de ces boutiques de luxe, du jardin des Tuileries, de l'église de la Madeleine, de la rue de Rivoli, de l'Opéra Garnier, du Palais de l'Élysée. C'est sur cette rive droite que la grande maison d'édition Le Cherche Midi a choisi pour la cérémonie de lancement dans la soirée de l'ouvrage de Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais». L'équipe d'édition était là,

Philippe Héraclès, le fondateur de la maison d'édition, l'éditrice Suzette Durand, Anne Testuz, la communicante, des invités dont certains amis de Tryphon Kin-kiey Mulumba venus la veille ou le jour même de Kinshasa ou de Bruxelles parmi lesquels Steve Kabasele Kabalu, Thierry Claes Bouaert, Louis-Richard Mulumba Asaheba, Jacques Tshilembe Musansa, Thierry Kambundi Kafuti, ses enfants Djo, Dah, Igor, Amih, Chris, Lise. Merci à vous.

« Le récit rare d'un homme politique congolais qui a traversé les pouvoirs, vu les guerres »

Fatimata Wane-Sagna, la grande journaliste et présentatrice franco-sénégalaise sur la chaîne de télévision publique française France 24 du journal de l'Afrique. Dimanche 8 février 2026, elle reçoit en direct Tryphon Kin-kiey Mulumba et annonce son invité dans les titres en ces termes: «Ce dimanche soir, on s'arrête sur un récit rare. Celui d'un homme politique congolais qui a traversé les pouvoirs, vu les guerres, approché Mobutu, servi Kabila et soutenu Tshisekedi. Dans un livre à la fois personnel et politique, Tryphon Kin-kiey Mobutu présente « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais » au Cherche Midi. Il est notre invité».

Puis elle reçoit son invité, Fatimata Wane-Sagna la journaliste a ces mots : «On passe à notre focus de ce dimanche soir consacré à un pays dont on vous parle souvent, un pays géant au cœur des tensions africaines. Le regard ce soir est celui d'un témoin de premier plan, Tryphon Kin-kiey Mulumba, est un ancien ministre, député mais surtout écrivain et intellectuel engagé. Dans « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », il signe un document politique et intime où se mêlent guerre, vérités historiques, critique des élites et rêve d'un Congo souverain. Pourquoi ce livre pourrait-il déranger et que dit-il justement de l'avenir de la RDC?

Merci Tryphon Kin-kiey Mulumba d'être avec nous et bienvenu dans le JTA».
Merci Madame Fatimata.

Alors votre livre est à la fois un récit personnel, une charge modérée contre le système pour lequel vous avez longtemps travaillé. Pourquoi déjà vous avez besoin de l'écrire aujourd'hui ?
Madame, d'abord merci de m'avoir invité sur votre plateau. Mais il faut connaître son histoire. Si vous ne connaissez pas votre histoire, vous n'êtes rien. Regardez ce qui se



Sur le plateau de France 24, Tryphon Kin-kiey Mulumba reçu dimanche 8 février par la journaliste Fatimata Wane-Sagna. DR.

passé dans le monde, que ce soit en Europe ou aux États-Unis, ou ailleurs. On va même jusqu'à nous rappeler des événements qui se sont passés il y a 2.000 ans. Et on les célèbre aujourd'hui. Donc, en connaissant son histoire, cela permet de se diriger.

Vous dites que le mensonge structure le pouvoir congolais depuis l'indépendance. Vous racontez même une histoire où vous, petit, vous chantiez une chanson sur Lumumba, qui était une chanson qui, j'allais dire, n'était pas la vérité, la réalité de ce qui s'est passé. Racontez-nous un peu ça ?

Écoutez ! C'était à Yasa, dans le secteur de Mokamo, territoire du Masi-manimba. J'étais à l'école primaire-secondaire. À 19:00', avant d'aller nous coucher, les frères Joséphites nous demandaient de nous agenouiller et on faisait une prière pour que Lumumba meure. Alors, tout petit, on se disait que ce devrait être le pire des Congolais, et qu'il ne méritait pas d'être à la tête de ce pays. Et quand il est mort, ce fut la grande fête dans ces milieux-là.

Donc pour vous, c'est constitutif justement et structurant du pouvoir congolais, le mensonge? Le pouvoir congolais ne s'est jamais départi de ça?

Ce n'est pas ici le pouvoir

congolais. Je pense que quand les colons sont venus dans nos pays, ils ont procédé par le mensonge. Ils ont poussé - c'est comme ça que nous comprenons - ils ont poussé des églises pour nous endormir. Et là, dans ce cas, il s'agit de l'église catholique, ce sont des frères Joséphites, à Yasa.

Vous avez traversé l'histoire du Congo, de Mobutu. Vous racontez d'ailleurs que c'est vous-même qui avez annoncé le départ de Mobutu...

C'est moi-même. Le conseil des ministres n'avait pas eu lieu. Les généraux - ils étaient trois - ils étaient partis ce jour-là à l'aéroport pour aller dire leurs adieux à Mobutu quand nous, les ministres, on les attendait... Finalement, à leur retour, ils ne sont pas venus dans la salle du Conseil. Le Premier ministre Likulia - qui doit m'entendre là -, m'a fait venir avec le chef des renseignements qui est aujourd'hui parti, et le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité qui est également parti. Eh bien, devant eux, le Premier ministre (un Général, ndlr) me dit : « Monsieur le ministre, allez faire un compte-rendu ». J'ai dit : « Mais, Général, il n'y a pas eu de réunion du conseil des ministres. Je veux faire un compte-rendu de quoi? » Il me dit : « Monsieur le ministre, vous êtes intelligent. Vous êtes un homme intelligent. Allez-y ».

Alors voilà ! Je me suis improvisé. Je me suis dit : « Qu'est-ce qu'il faut annoncer ? » Et voilà, j'ai annoncé ce qui est arrivé.

Alors, dans ce livre, « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », vous accusez aussi les élites congolaises de capter l'État sans jamais le transformer. Mais que répondez-vous à ceux qui vous disent que vous en faites partie, Monsieur Mulumba, de ces élites ?
Je ne m'exclus pas.

Vous prenez votre part de responsabilité?

Exactement. Je partage cette responsabilité. Vous savez, la Zaïrianisation qui a conduit à la situation actuelle.

C'était la politique de Mobutu, pour transformer le Congo...

Authenticité, Zaïrianisation, ce sont les élites. Et au lendemain même de la proclamation de l'indépendance, qu'est-ce qu'il y a eu, Madame ? Il y a eu le grand discours d'un homme que nous célébrons aujourd'hui, Lumumba. Mais ce discours, il l'a prononcé devant le roi des Belges, qui était venu au Congo, que le Congo avait invité. Et, finalement, ce roi a eu droit à des discours complètement terribles, qui n'auraient jamais eu lieu. Et, le lendemain, les Belges et les Européens sont partis, ont quitté le

pays. Voilà d'où la situation que nous connaissons aujourd'hui est partie...

La situation au Congo est complexe. On ne peut pas ne pas parler de la guerre à l'Est. Vous évoquez à la fois la responsabilité du Rwanda, mais aussi celle de Kinshasa. Et vous dites que néanmoins, les solutions doivent être internes au Congo. Expliquez-nous.

Huum ! Je ne sais pas si j'ai dit ça. Je pense que le Rwanda porte la responsabilité majeure dans ce qui se passe dans notre pays. Mais je veux dire aux Congolais, à l'élite congolaise, qui auraient dû se prendre en charge en disant qu'il nous faut de la puissance. La puissance, c'est quoi ? C'est se doter des moyens pour faire face à cela. Mais quand vous voyez l'énorme Congo, avec toutes les richesses que ce pays a aujourd'hui, et qu'on a eu, comment dirais-je, des budgets de 400 millions, 500 millions, 4 milliards et, aujourd'hui, 22 milliards de \$US. Formidable ! C'est signe que de gros efforts ont été faits. Mais qu'est-ce qu'on a fait de cet argent ? Que ce soit 500 millions, que ce soit 4 milliards de \$US? Mais aujourd'hui, heureusement que le pouvoir qui est là, d'abord nous fait passer ce budget de 4 milliards sous Joseph Kabila à 22 milliards de \$US aujourd'hui. C'est formidable. Mais le pays

est en mesure de faire 100 milliards, même 200 milliards de \$US au niveau du budget de l'État.

D'accord. On vous entend. Vous dressez un portrait plutôt exigeant de Félix Tshisekedi, mais assez favorable. En un mot, pour vous, est-ce qu'il incarne finalement une opportunité politique ?

Écoutez, je parle de Félix Tshisekedi, dont j'ai été l'un de ceux qui l'ont porté au pouvoir parce qu'on était à trois. Lui-même, Kamerhe et moi. Alors, quand je vois ce qu'il fait face à trente ans de guerre... Face à l'embargo au niveau des armes (imposé par la communauté internationale, ndlr), finalement qu'on se retrouve aujourd'hui, comme ça s'est passé il y a peu de temps, il y a quelques jours, à Washington, où le puissant de puissants l'appelle lors d'une manifestation (le mythique The National Prayer Breakfast de Washington D.C, ndlr), c'est beaucoup de choses. Donc là, il a pu hisser finalement le Congo à un niveau où nous pourrions gagner cette guerre sans armes.

Merci, merci Tryphon Kin-kiey Mulumba. C'est la fin de cet entretien. Je vous invite vivement à lire ce livre si vous voulez en savoir plus sur la politique congolaise. Merci beaucoup d'être venu.

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

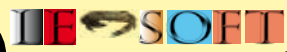
Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Après le sommet de New Delhi, l'IA fait débat après le rejet de Washington

Un appel mondial a été lancé à l'issue du Sommet «India AI Impact 2026», organisé pendant cinq jours dans la capitale indienne, New Delhi, afin de promouvoir une compréhension commune de l'usage de l'intelligence artificielle, dans le respect de la souveraineté nationale, et de veiller à ce qu'elle profite à l'humanité.

La Déclaration du Sommet sur l'impact de l'intelligence artificielle, IA, publiée samedi 21 février, met l'accent sur la coopération internationale autour de sept piliers : le développement du capital humain ; l'élargissement de l'accès pour favoriser l'inclusion sociale ; la fiabilité des systèmes d'IA ; l'efficacité énergétique des technologies d'IA ; l'utilisation de l'IA dans la recherche scientifique ; la démocratisation des ressources en IA ; ainsi que l'exploitation de l'IA au service de la croissance économique et du progrès social. « En complémentarité avec les initiatives internationales et autres déjà existantes, nous travaillerons à favoriser une compréhension commune, dans le respect de la souveraineté nationale, afin que l'IA soit mise au service de l'humanité », souligne le texte. Les parties ont également pris note d'une initiative volontaire visant à élargir l'accès aux ressources fondamentales en matière d'IA, à soutenir l'innovation locale, à renforcer des écosystèmes d'IA résilients et à offrir une plateforme concrète permettant de déployer à grande échelle des cas d'usage réussis dans différentes régions. En outre, elles ont insisté sur la nécessité de mettre en place une plateforme collaborative destinée à partager des ressources techniques, des outils et des bonnes pratiques. Une note d'orientation volontaire est également prévue afin de renforcer



Le plus important sommet de l'IA tenu à ce jour, Washington rejette les conclusions de New Delhi. DR.

les liens entre les communautés scientifiques et de mutualiser les capacités de recherche en intelligence artificielle. Par ailleurs, les parties ont relevé le développement d'une plateforme volontaire et collaborative facilitant l'échange de connaissances et de pratiques évolutives pour accélérer l'adoption de l'IA au service de l'inclusion sociale. Elles ont également pris acte de principes directeurs volontaires sur la reconversion professionnelle à l'ère de l'IA, ainsi que d'un guide stratégique consacré au développement des compétences de la main-d'œuvre dans ce domaine. Au total, quatre-vingt-huit pays et organisations internationales ont approuvé la déclaration. Des dizaines de dirigeants et de ministres pris part au «Sommet pour l'action sur l'IA» ouvert jeudi 19 février. Mais les États-Unis d'Amérique avaient la veille vendredi 20 février «totalement» rejeté toute gouvernance mondiale de l'IA au sommet à New Delhi, avant une déclaration des dizaines de dirigeants et des ministres du monde entier réunis en Inde sur l'intelligence artificielle reportée à samedi 21 février. Le report à samedi, soit un jour de retard, de la publication de la déclaration ne signifiait pas une absence de consen-

sus sur l'intelligence artificielle, a déclaré vendredi le ministre indien des Technologies de l'information. «La déclaration et ses détails seront communiqués en toute transparence demain», avait assuré le ministre Ashwini Vaishnaw à la presse, depuis le sommet. «Il existe un large consensus sur la déclaration. Nous essayons simplement de maximiser le nombre» de signataires, avait-il affirmé, sans livrer plus de détails sur son contenu. Ce report semblait pourtant traduire des différends entre les délégations venues du monde entier sur la façon d'encadrer l'usage de cette technologie. Fin de non recevoir de Washington sur le contrôle de l'intelligence artificielle. «Comme l'administration Trump l'a désormais affirmé à de nombreuses reprises ; nous rejetons totalement la gouvernance mondiale de l'IA», a expliqué Michael Kratsios, conseiller de la Maison Blanche aux sciences et technologies, depuis le sommet sur l'intelligence artificielle, à New Delhi. Quelques heures auparavant, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui participait au sommet, avait confirmé le lancement d'une commission scientifique destinée à faire «du contrôle humain» de l'IA «une

réalité technique». Le patron d'OpenAI, Sam Altman, avait déclaré jeudi 19 février que cette technologie en plein essor avait un besoin urgent de régulation, alors que grandissent les inquiétudes quant à son impact sur la société et l'environnement. **ONDE DE CHOC CHINOIS.** «Nous fonçons dans l'inconnu. L'innovation liée à l'IA avance à la vitesse de la lumière et dépasse notre capacité collective à la comprendre et encore plus à la gouverner», a affirmé Antonio Guterres, devant le sommet mondial sur l'IA. À l'opposé, pour le représentant de la Maison Blanche, l'intelligence artificielle a le potentiel de «favoriser l'épanouissement humain et de générer une prospérité sans précédent». Et «les obsessions idéologiques axées sur les risques, comme le climat ou l'équité, sont des prétextes à une gestion bureaucratique et à la centralisation», a-t-il affirmé. L'Assemblée générale des Nations unies a validé la création d'une commission, appelée «Panel scientifique international indépendant sur l'intelligence artificielle», qui comprendra 40 scientifiques. Cet organe consultatif - qui ambitionne d'être pour l'IA ce que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolu-

tion du climat, GIEC, est pour le réchauffement climatique - a été créé en août. Les trois précédentes éditions du sommet de l'IA avaient abouti à un texte vague. Lors de l'édition de l'an dernier à Paris, le vice-président américain, JD Vance, avait déjà mis en garde contre une «régulation excessive» susceptible de «tuer une industrie en plein essor». Le gouvernement américain refuse d'encadrer les accès et les contenus sur les plateformes, au nom de la liberté d'expression notamment. Le «Sommet pour l'action sur l'IA» à New Delhi était le plus important sommet à ce jour, avec des dizaines de milliers de participants et visiteurs, et le premier à se tenir dans un pays en développement. Outre une vingtaine de dirigeants politiques venus du monde entier, des patrons de la tech, parmi lesquels le directeur général de Google, Sundar Pichai ou Jensen Huang, dirigeant de Nvidia, le géant américain des micro-processeurs, y ont participé. Le prochain se tiendra à Genève au premier semestre 2027, a indiqué jeudi le président suisse Guy Parmelin. Le développement de l'IA nourrit toutes les inquiétudes quant à son impact sur l'environnement, l'emploi, la création artistique,

l'éducation ou l'information. Jeudi 19 février, les dirigeants ont plaidé pour que soit garanti un accès universel à cette technologie. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a ainsi appelé à ce que cette technologie soit «accessible et inclusive». Avec ses 1,4 milliard d'habitants, le pays le plus peuplé de la planète a profité de ce coup de projecteur pour afficher ses ambitions. New Delhi a dit espérer dans les deux ans un total de 200 milliards de \$US d'investissements d'entreprises sur son sol, notamment pour des projets d'IA. Les géants mondiaux de la tech ont aussi profité de l'occasion pour faire part de nouveaux accords, ainsi que des investissements et projets d'infrastructures pour ce pays d'Asie du Sud en passe de devenir la quatrième économie mondiale. L'Inde a «rejoint» officiellement «Pax Silica», le groupe de pays constitué par les États-Unis pour assurer la sécurité de leurs approvisionnements en matériaux et technologies liées à l'intelligence artificielle, a déclaré Jacob Helberg, sous-secrétaire d'État américain aux affaires économiques, lors du sommet. Il faut rappeler qu'un nouveau modèle d'intelligence artificielle, développé par ByteDance, la société chinoise derrière l'application TikTok, a créé une onde de

choc à Hollywood, non seulement en raison de ses capacités, mais aussi pour le changement qu'il pourrait apporter dans les industries créatives. L'application «SidanS» peut produire des vidéos de qualité cinématographique, avec des effets sonores et des dialogues, simplement en entrant quelques textes. Des vidéos, prétendument créées en utilisant «SidanS», mettant en vedette des personnages célèbres comme «Spider-Man» et «Deadpool», se sont largement répandues. Des studios majeurs comme Disney et Paramount ont rapidement accusé ByteDance de violer les droits de propriété intellectuelle, mais les préoccupations concernant cette technologie vont au-delà des questions légales. Qu'est-ce que «SidanS» ? Et pourquoi tout ce bruit ? «SidanS» a été lancé en juin 2025 sans beaucoup de bruit, mais la deuxième version, publiée huit mois plus tard, a suscité un grand émoi. Yan Willem Bloom, d'un studio créatif nommé «Video State», déclare : «Pour la première fois, je ne pense pas que cela ait l'air bon pour l'intelligence artificielle, mais je pense que cela provient d'un véritable processus de production». Il ajoute que les modèles de vidéos occidentales basés sur l'intelligence artificielle ont progressé dans le traitement des instructions des utilisateurs pour produire des images étonnantes, mais il semble que «SidanS» ait réuni toutes les facettes. Tout comme d'autres outils d'intelligence artificielle, «SidanS» peut créer des vidéos à partir de courtes textes, et dans certains cas, il semble qu'en entrant simplement un seul texte, des vidéos de haute qualité sont générées. Margaret Mitchell, une chercheuse en éthique de l'IA, indique que c'est particulièrement impressionnant en raison de sa capacité à combiner texte, image et son dans un seul système. avec AGENCES ■

À Bukavu, Joëlla Buhendwa fait l'élevage de la mouche soldat noire

Elle a la vingtaine, fondatrice et PDG d'AstiFerme. À Bukavu, Joëlla Buhendwa s'est spécialisée dans la valorisation des déchets ménagers grâce à l'élevage de la mouche soldat noire. Son objectif : réduire la pollution, améliorer la sécurité alimentaire et créer des emplois durables.

« Notre travail contribue à réduire la pollution environnementale, à améliorer la sécurité alimentaire et à créer des emplois durables dans ma communauté », explique-t-elle. Joëlla Buhendwa a choisi d'y voir une ressource, un potentiel, un avenir. Agronome formée à l'Université Catholique de Bukavu, UCB, et fondatrice d'AstiFerme, elle incarne cette nouvelle génération de leaders africains qui bousculent les codes en prouvant que l'innovation peut naître des lieux les plus inattendus. Son entreprise pionnière transforme les déchets organiques ménagers en protéines animales, engrais naturels grâce à l'élevage de la mouche soldat noire, un modèle d'économie circulaire. Formée dès le collège à la rigueur scientifique, nourrie par une passion précoce pour l'environnement et la création, la Congolaise développe très tôt un regard capable d'unir science, créativité et engagement social. À l'UCB, elle ne se contente pas d'étudier : elle agit. Web Watcher pour l'UNICEF, elle lutte contre la désinformation numérique ; ambassadrice de la paix, elle s'engage pour la cohésion sociale et la résilience des communautés ; vice-présidente du club U-Report Filles, elle contribue à faire entendre la voix des jeunes filles dans l'espace public. Lorsqu'elle découvre le potentiel de la mouche soldat noire, Joëlla ne voit pas un insecte, mais un outil de réponse durable à l'insalubrité urbaine,



La vingtaine, Joëlla est P-dg d'AstiFerme à Bukavu. DR.

à la dépendance aux importations de protéines animales et au manque d'emplois verts. Ses innovations lui vaudront notamment le Women in Ag Award 2025, catégorie Farming, récompensant une vision qui mêle excellence technique, impact social et leadership transformateur.

DU LABORATOIRE À L'ENTREPRISE. L'année 2024 marque un tournant décisif. Sélectionnée par AALI-IITA pour une formation spécialisée sur l'élevage de la mouche soldat noire, MSN, elle signe un partenariat qui consolide son expertise. Forte de cette compétence, elle fonde AstiFerme, une entreprise d'économie circulaire qui transforme les déchets organiques en : protéines pour l'alimentation animale; engrais organique (frass); huile cosmétique; biogaz pour un usage local. En 2025, elle franchit un nouveau cap : elle devient formatrice des formateurs et forme plus de 300 jeunes comme Ambassadeurs de la paix. La

même année, elle achève son master en production végétale, avec une recherche centrée sur l'élevage de la mouche soldat noire, confirmant la cohérence parfaite entre sa formation académique, son entrepreneuriat et son engagement communautaire. Aujourd'hui, Joëlla incarne un modèle inspirant pour les jeunes Africains, les femmes, les promoteurs du développement durable et tous ceux qui croient en un avenir construit sur la résilience et l'innovation. Scientifique, entrepreneure, leader sociale et ambassadrice de la paix, elle continue de transformer sa communauté et d'en inspirer bien d'autres en prouvant que le changement durable commence par un regard différent. Mais pourquoi la mouche soldat noire? Tout part d'un constat simple : la ville de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, croule sous les déchets, responsables d'inondations, de maladies et d'un environnement dégradé. « Nous avons vu l'ampleur des déchets dans

notre ville et leurs conséquences. Nous nous sommes dit : il faut trouver une solution, et surtout, une valeur ajoutée », raconte-t-elle. La solution pour elle est une petite mouche : la mouche soldat noire, dont les larves transforment les déchets organiques en deux richesses : des protéines pour l'alimentation animale (volaille, poissons, pores) ; un engrais organique très riche pour l'agriculture. Les larves, très nutritives, réduisent aussi la concurrence entre humains et animaux sur les sources de protéines classiques comme le soja ou la farine de poissons. « Grâce aux larves, nous apportons une réserve en protéines à moindre coût », affirme-t-elle. Joëlla et son équipe se rendent auprès des ménages pour récupérer les restes alimentaires. « Souvent, ces déchets sont jetés sans tri. Nous venons les collecter directement ». À l'usine, les déchets sont triés pour séparer l'organique du plastique. Ils sont ensuite laissés en fermentation pour

éliminer les nuisibles et faciliter la décomposition. Les déchets décomposés sont donnés aux larves qui accélèrent encore leur dégradation tout en enrichissant le compost par leurs déjections. Les larves arrivées à maturité sont bouillies pour éliminer les impuretés, séchées, puis vendues comme aliment riche en protéines. Quant au compost obtenu, il sert d'engrais organique. Quant aux bénéfices, ils sont d'abord économiques, les larves sèches coûtent beaucoup moins cher que la farine de poissons ou le soja. « Nos produits sont plus abordables pour les éleveurs », souligne Joëlla. Pour l'élevage, les résultats sont remarquables, selon elle : des poulets plus gras en un temps record, la production plus rapide et gains doublés pour les éleveurs. Du côté agricole, le compost organique améliore la fertilité des sols sans les dégrader comme certains engrais chimiques. AstiFerme produit aujourd'hui environ 150 kg de larves par jour. Pour Joëlla, le plus grand défi n'est pas la quantité, mais le regard de la société sur son métier. « Il faut du courage pour manipuler les déchets. Beaucoup pensent que c'est honteux. Mais en réalité, c'est une opportunité qui génère des revenus ». Les préjugés sont tenaces, surtout envers les femmes. « Les gens se demandent comment des femmes peuvent travailler avec des déchets ou toucher des larves. » Pour elle, la sensibilisation reste donc un enjeu majeur. AstiFerme répond à une urgence sociale et environnementale: « Ma ville était submergée par l'insalubrité. Je me suis demandé : si je ne fais rien, qui le fera ? » Aujourd'hui, AstiFerme réduit les déchets, produit des aliments riches en nutriments, fabrique un compost naturel, et crée des emplois verts pour les femmes et les jeunes vulnérables. « Nous incluons volontairement les personnes

que la société laisse souvent de côté. » Comme beaucoup d'entrepreneurs, l'accès au financement demeure un obstacle majeur. « Nous avons besoin de fonds pour augmenter la production et répondre à la demande », affirme-t-elle. Malgré les critiques, Joëlla reste déterminée : « Travailler avec les déchets n'est pas honteux. C'est un acte d'amour pour ma communauté. Ce que je fais aujourd'hui deviendra un héritage. » Le directeur général de l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agonomiques, INERA, a expliqué que le secteur agricole au Congo fait face à de nombreuses difficultés, notamment dans le développement de l'élevage. Selon lui, la principale contrainte réside dans la nutrition animale, qui place souvent l'homme et les animaux en concurrence pour les mêmes ressources. « L'homme et l'animal se disputent les céréales ». Il rappelle que l'élevage requiert notamment l'ajout de farine de poisson, un produit déjà rare et coûteux alors même que la population mondiale peine à satisfaire ses propres besoins alimentaires. C'est dans ce contexte que des solutions alternatives ont été explorées, notamment l'utilisation des larves de la mouche soldat noire. Non consommées directement par l'homme, ces larves offrent plus de 41 % de protéines, ce qui en fait un substitut idéal aux sources protéiques traditionnellement destinées à l'alimentation animale. Elles permettent ainsi de réduire la concurrence entre l'homme et l'animal. « Nous avons dosé les nutriments et constaté le taux de 41 %. Nous avons également évalué d'éventuels risques de contamination pour la santé humaine : la réponse est négative. Il n'y a aucun effet néfaste », a affirmé le professeur Faustin Likonda, soulignant le caractère avantager de cette pratique.

Par ailleurs, l'élevage de ces larves offre un autre bénéfice majeur : la valorisation des déchets biodégradables. Les déchets organiques, autrefois destinés aux poubelles, deviennent désormais une matière première pour la production des larves. Il s'agit d'un véritable système de recyclage écologique, contribuant à l'assainissement de l'environnement tout en supportant l'alimentation animale. Malgré ses avantages, cette technologie présente certaines limites, principalement liées aux conditions de manipulation. Le directeur général de l'INERA met en garde. Si la procédure n'est pas rigoureusement respectée, il existe un risque d'effets nocifs pour la santé humaine. L'intrusion de mouches domestiques dans le processus de production peut entraîner la présence de larves impropres à la consommation animale, pouvant provoquer des zoonoses des maladies transmissibles de l'animal à l'homme. « C'est le danger le plus important », a-t-il insisté. Pour encadrer cette filière en pleine expansion, un travail de normalisation est en cours. « Il nous reste à mettre en place un cadre normatif. À l'INERA, nous élaborons des règles sur les méthodes de manipulation, les quantités à utiliser et les principes nécessaires pour garantir une production saine. Un protocole a déjà été soumis au Conseil national de normalisation. Une fois l'arrêté publié, il servira de guide à toute personne désireuse d'intégrer ce secteur », explique le professeur Faustin Likonda. Le Congo dispose aujourd'hui d'un potentiel important pour produire des larves à grande échelle, notamment grâce à sa forte démographie et à ses grandes villes comme Kinshasa, qui génère près de 300 tonnes de déchets par jour. Ces déchets constituent une ressource organique abondante pour la production des larves.

PAMELA AMUNA ZO ■

Êtes-vous un super propagateur de la grippe

Est-ce la grippe, le rhume ou les allergies? Êtes-vous un super-propagateur de la grippe ?

Des histoires ont popularisé l'idée que certaines personnes pouvaient être des «super-propagateurs» de Covid-19. Or, les virologues savent depuis longtemps qu'une petite proportion de la population joue un rôle disproportionné dans la propagation de pratiquement toutes les épidémies d'agents pathogènes respiratoires, qu'il s'agisse de Covid-19, de la grippe, du virus respiratoire syncytial, VRS, de la tuberculose ou même de la rougeole. De fait, il existe même une corrélation mathématique : les scientifiques estiment que lors d'une épidémie classique, 20 % de la population est responsable de 80 % des infections. Des recherches ont démontré que la quantité de virus présente dans les sécrétions respiratoires peut varier énormément d'une personne infectée à l'autre, selon Kylie Ainslie, chercheuse en maladies infectieuses à l'Institut Peter Doherty pour l'infection et l'immunité de Melbourne, en Australie. «Certaines personnes ont jusqu'à 10 millions de fois plus de virus que d'autres», explique Ainslie. «Dans les cas les plus graves, la concentration de particules virales peut atteindre un milliard de copies de virus par millilitre». Mais la question de savoir si cela se traduit par une superpropagation dépend de nombreux facteurs, dont beaucoup ont été mis en lumière par des recherches motivées par des cas médiatisés comme celui de Walsh pendant la pandémie de coronavirus. Que ce soit en raison des caractéristiques ou du volume de votre voix, des propriétés de votre mucus ou de l'humidité



Le savions-nous ? Certaines personnes ont 10 millions de fois plus de virus que d'autres. DR.

ambiante... savez-vous si vous êtes un superpropagateur de la grippe ?

ES-TU VRAIMENT TRÈS MALADE ?

Tout d'abord, le stade de l'infection est déterminant pour la capacité d'une personne à devenir un super-contaminant. Les personnes les plus malades émettent beaucoup plus de particules infectieuses à chaque respiration ou parole. Dans le cadre d'un projet de recherche mené en 2021, des microbiologistes ont infecté des macaques rhésus et des singes verts africains avec le Covid-19, puis ont analysé leur haleine, un mélange de gaz - dont l'azote, l'oxygène et le dioxyde de carbone - ainsi que de minuscules particules d'humidité. Les singes, qui expiraient auparavant entre 3.000 et 5.000 particules d'humidité par litre d'air, en ont expiré entre 50.000 et 70.000 après l'infection. Sachant qu'une seule particule respiratoire peut transporter entre 200 et 300 particules virales, multipliez ce chiffre par 10, et vous comprendrez aisément comment les virus peuvent se transmettre très rapidement d'une personne à l'autre, explique Chad Roy, professeur de microbiologie et d'immunologie à la faculté de médecine de Tulane à La Nouvelle-Orléans, qui a dirigé l'expérience. «Quand on y pense, c'est sidérant qu'on

ne soit pas malades... tout le temps», déclare Roy. Il a suggéré que, même s'il s'agissait d'une expérience sur un coronavirus, le même principe pourrait s'appliquer à d'autres infections respiratoires. «Cette découverte est capitale, car ces particules peuvent pénétrer beaucoup plus profondément dans les poumons», explique Roy. «Ainsi, si vous avez la malchance d'inhaler ces particules, elles ont plus de chances de pénétrer profondément dans les régions pulmonaires les plus vulnérables». Certains pensent que cela pourrait être une conséquence de l'évolution des virus, qui leur permet d'acquiescer leurs chances de se propager à un plus grand nombre d'hôtes. Par exemple, au cours d'une infection, un virus augmente son taux de réplication. Cela endommage davantage les cellules des voies respiratoires, les décomposant en fragments plus petits comme des aérosols, qui restent ensuite en suspension dans l'air pendant des périodes plus longues.

PARLEZ-VOUS CLAIREMENT ?

D'autres facteurs physiologiques entrent également en jeu. Des recherches basées sur les événements de superpropagation impliquant les trois coronavirus SRAS, MERS et SARS-CoV-2 suggèrent que le superpropagateur type est plus souvent un

homme de plus de 40 ans. Cependant, les scientifiques n'ont pas pu identifier précisément les raisons biologiques ou comportementales expliquant cette tendance dans les données, et un biais lié au nombre de tests effectués pourrait être en cause. L'étude menée par Roy sur des singes en 2021 a également analysé l'haleine de 194 personnes infectées par la Covid-19 et a conclu que les super-propagateurs étaient plus susceptibles d'être en surpoids. «Les personnes en surpoids ont tendance à produire davantage de gouttelettes respiratoires lorsqu'elles respirent ou toussent», explique Matthew Binnicker, directeur de la virologie clinique à la Mayo Clinic de Rochester, dans le Minnesota. Cela pourrait être dû à un excès de graisse au niveau du thorax et de l'abdomen, empêchant les poumons de se dilater complètement et entraînant une respiration plus superficielle et plus rapide. Un excès de masse corporelle nécessite également plus d'oxygène et produit plus de dioxyde de carbone, ce qui conduit à une fréquence respiratoire plus élevée et à une plus grande quantité de particules respiratoires. «Si vous prononcez les sons «T», «K» et «P», vous émettez probablement un peu plus de gouttelettes, et plus vous parlez fort, plus vous en

produisez», explique Werner Bischoff, professeur de maladies infectieuses à la faculté de médecine de l'université Wake Forest en Caroline du Nord. «Chacun a ses habitudes, mais il faut éviter les personnes qui parlent fort et de près». Il est intéressant de noter que cette étude de 2020 a également constaté que les sons vocaliques de mots comme «need» et «see» produisaient plus de particules de souffle que les sons vocaliques de mots comme «saw» et «hot», par exemple, ou «blue» et «mood».

LA TAILLE DE VOS POUMONS ?

Les enfants pré-adolescents sont moins susceptibles d'être des super-propagateurs, car ils respirent des volumes d'air bien plus faibles. En effet, la taille de leurs poumons, de leurs voies respiratoires et le nombre de leurs alvéoles sont nettement inférieurs à ceux d'un adulte. Cependant, même à l'âge adulte, la capacité pulmonaire et le volume d'air expiré varient considérablement d'une personne à l'autre. Des différences génétiques peuvent expliquer que certaines personnes aient naturellement des poumons plus volumineux, tandis qu'une activité physique plus intense durant l'enfance peut contribuer à développer des poumons plus grands et plus robustes à l'âge

adulte.

À l'inverse, l'asthme infantile ou une exposition chronique à la pollution atmosphérique peuvent freiner le développement pulmonaire. Selon Bischoff, tous ces facteurs ont une incidence majeure sur la super-propagation, car les personnes ayant une plus grande capacité pulmonaire et respirant des volumes d'air plus importants sont plus susceptibles d'excréter et de transmettre davantage de virus. Pourtant, de nombreuses personnes présentent probablement toutes les caractéristiques physiologiques d'un super-propagateur, sans pour autant être responsables d'un nombre aussi important d'infections. En effet, la super-propagation est également déterminée par divers facteurs comportementaux et sociaux, allant du nombre de contacts étroits d'une personne au temps passé dans des environnements mal ventilés où ses aérosols ont tendance à persister, selon Osnat Livne-Shtraichman, directrice de l'institut de pneumologie du centre médical Rabin en Israël. La super-propagation est plus susceptible de se produire lors de cours collectifs de sport en salle, par exemple, en raison de la combinaison d'un espace clos et du fait que nous produisons plus de 130 fois plus d'aérosols ou de gouttelettes en res-

pirant intensément pendant l'effort physique qu'au repos. Des études suggèrent également que l'humidité ambiante joue un rôle important : dans un environnement très sec, le liquide contenu dans les particules respiratoires s'évapore rapidement, ce qui réduit la taille des particules et augmente leur concentration en virus. Elles peuvent ainsi rester en suspension dans l'air plus longtemps, accroissant la probabilité qu'elles soient inhalées par une autre personne. Selon Livne-Shtraichman, le fait que les super-propagateurs soient plus souvent des hommes de plus de 40 ans pourrait davantage refléter le contexte que la biologie. «Les adultes d'âge moyen sont plus susceptibles d'occuper des postes à risque au travail ou dans un cadre social, ce qui augmente leur risque de se retrouver au cœur de foyers de transmission», explique-t-elle. Bien entendu, aucun de ces facteurs de super-propagation n'est isolé et des recherches supplémentaires sont nécessaires pour identifier précisément les super-propagateurs bien avant qu'ils ne le deviennent, d'après Roy. Cependant, en aidant les chercheurs à mieux comprendre la super-propagation, des expériences comme celles-ci jettent les bases d'un futur profilage des super-propagateurs. Cela pourrait se faire, par exemple, en analysant la fluidité de leurs sécrétions nasales ou leurs intonations. «Ce serait peut-être une information très intéressante à connaître pour une personne», suggère Roy. «Elle pourrait alors redoubler de vigilance pour réduire les risques de transmission à autrui, ou être encore plus incitée à se faire vacciner». En attendant, il est peut-être sage d'éviter les personnes bruyantes et les bars karaoké pendant lors d'une saison de la grippe.



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIÉS DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les Rolls-Royce, synonymes de luxe absolu



Rolls-Royce, synonyme de luxe absolu et la Phantom, la berline de luxe par excellence, le fleuron de la gamme, réputée pour son confort inégalé. DR.

Dans la gamme de Rolls-Royce, la Phantom est le véhicule le plus exceptionnel. Les niveaux de personnalisation atteignent des sommets, avec des matériaux plus exotiques les uns que les autres. La seule limite sera celle du portefeuille de l'acheteur. Sous le capot, la Phantom reçoit le même V12 de 6,75 litres que les Ghost et Cullinan. Les 664 lb-pi de couple ne sont pas de trop pour tirer les 2,7 à 2,8 tonnes de la voiture selon la version retenue.

Rolls-Royce connaît différents types de sa marque : Ghost, un SUV (Cullinan), un coupé (Wraith), un cabriolet (Dawn), un coupé électrique (Spectre) et Phantom. Il y a même la Serenity... Mais la Phantom offre un catalogue pratiquement infini de personnalisation, de la teinte aux



matériaux, tout y est ! Or, la facture est conséquente, car un modèle d'entrée de gamme débute à 528.405 \$US, transport et préparation inclus. La version à l'essai coûte 706.495 \$US. Quant à la Rolls-Royce Spectre, première voiture électrique ornée du Spirit of Ecstasy, elle passe

à un autre niveau avec l'ajout d'une version Black Badge, qui devient le véhicule le plus puissant dans toute l'histoire de la prestigieuse marque anglaise vieille de 121 ans. Au lieu de 577 chevaux et 664 lb-pi de couple comme c'est le cas avec la Spectre régulière, les riches clients

obtiennent ici 650 chevaux et jusqu'à 793 lb-pi de couple en activant le mode Infinity à l'aide du bouton « ∞ » sur le volant.

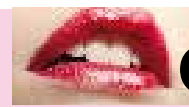
LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI.

Les cadrans changent du même coup d'apparence pour refléter le caractère plus explosif de la voiture.

Un autre mode, appelé Spirited, agit comme une fonction de départ canon. Il suffit d'enfoncer la pédale de frein et l'accélérateur en même temps, puis de relâcher la première lorsque le signal est donné. Grâce à son couple amplifié, la Spectre Black Badge peut ainsi fonder de 0 à 100 km/h en 4,2

secondes, soit une économie... de trois dixièmes. Afin d'équilibrer tout ce muscle, les ingénieurs de Rolls-Royce ont amélioré les amortisseurs, ajusté le système de contrôle du roulis dans les virages et raffermi la direction, ce qui donne une tenue de route plus stable avec moins de transferts de poids. Un club sélect de clients a eu le privilège de conduire la Spectre Black Badge avant son dévoilement et leurs réactions ont été incroyablement positives, affirme la compagnie. Le contraire nous aurait bien surpris. Selon certains experts, attendez-vous à une autonomie de 428 ou 404 km selon la taille des roues (22 ou 23 pouces), une diminution inévitable par rapport aux 446 ou 407 km de la Spectre « ordinaire ». Certains exemplaires arborent la nouvelle teinte Violet vapeur inspirée des boîtes de nuit des années 1980 et 1990, mais plus de 44.000 autres couleurs « prêt à porter » sont disponibles,

sans compter celles que Rolls-Royce peut créer sur mesure à la demande des acheteurs. Un fini noir glacé autour de la calandre apporte du contraste, tout comme les éléments noircis ailleurs sur la voiture - une signature des modèles Black Badge. De nouvelles et splendides jantes en aluminium forgées de 23 pouces à cinq rayons figurent au menu, offrant le choix d'un fini entièrement noir ou partiellement poli. Sur demande, elles peuvent même venir avec des pneus d'hiver. La couleur d'illumination de la calandre peut être reproduite à l'intérieur de la voiture via les nouvelles plaques Black Badge illuminées. Le panneau noir lustré sur le côté droit de la planche de bord affiche quant à lui une galaxie de plus de 5 500 étoiles de taille et d'intensité variables, sans oublier le symbole de l'infini encore une fois. Le même symbole revient sur le cuir entre les deux places arrière.



Plaisir sans tabou dans les Grands lacs

Dans les pays de l'Est du continent, une pratique sexuelle consiste à solliciter le clitoris pour faire jaillir l'eau du sexe de la femme, et lui procurer du plaisir. Le documentaire L'eau sacrée plonge au cœur de l'intimité de ce rite ancestral. Il était une fois... Ainsi commencent les contes pour enfants. Ici, le conte s'adresse plutôt aux «grandes personnes». Une légende qui contient un précieux secret qui se transmet dans le silence de la nuit, une pratique à laquelle les hommes - notamment les Rwandais - s'essayaient lorsqu'ils se retrouvent en compagnie d'une petite amie ou épouse qu'ils s'apprêtent à «honorer». Le documentaire d'Olivier Jourdain aborde très directement et simplement la question. De sexe et donc d'acte sexuel, et de ce que certain.e.s voudront nommer avec précision : éjaculation féminine, quand d'autres préféreront évoquer «les femmes fontaines».

Alors cela vous tente? Il y en a à qui cela ne dit rien, mais il en y a qui ne rêvent que de ça et qui disent que sans cela, il n'y a plus de plaisir, encore moins de grand plaisir... Plongeons-nous dans ce mystère qui y est dévoilé, selon lequel le plaisir de la femme pendant l'acte sexuel s'exprimerait par le jaillissement d'une eau intime. Un jaillissement rendu possible par la pratique du kunyaza. C'est le nom rwandais donné à une pratique sexuelle trouvée dans la région des Grands lacs africains qui est destinée à faciliter l'orgasme féminin pendant les rapports



Cette histoire d'une Reine frustrée dont le mari était tout le temps parti et qui fit naître le lac Kivu. DR.

sexuels. Il vient du verbe kunyaàra, signifiant «uriner». Les Grands lacs, justement, car c'est de cette manière que l'un des plus célèbres d'entre-eux, le lac Kivu, aurait trouvé naissance. C'est en tout cas ce que raconte la légende. L'histoire d'une reine tellement frustrée par l'absence de son roi et guerrier de mari, menant bataille sur le front, qu'elle fait appel à son serviteur. Celui-ci pétri de peur, tremble de tout son corps, parce que menacé d'être exécuté s'il ne... s'exécute pas mais il n'ose pas pénétrer sa souveraine. Pendant leur corps à corps, de ce frottement, de ce tremblement et des vibrations jamais ressenties jusqu'alors par la reine vont naître cette explosion aqueuse, si abondante qu'elle sera la source du Kivu. Le mythe de l'eau sacrée était né. C'est en 2009 qu'Olivier Jourdain entend pour la première fois cette histoire. Le réalisateur belge se trouve à Kigali à l'occasion d'un tournage pour l'ONG Afrique en marche. Un matin, il découvre dans la rue, un matelas

inondé d'eau en train de sécher au soleil. Cette vision l'interpelle. Son propriétaire, pas peu fier, se fait une joie de lui raconter les bienfaits du kunyaza. L'idée lui vient alors de mener l'enquête. Pas si étonnant peut-être quand on porte le nom d'un fleuve... « Il y a une culture de la sexualité au Rwanda, en tout cas autour de ce plaisir féminin. C'est une manière différente de parler d'un pays, et cela renvoie en miroir, aux la manière de parler de sexualité librement. Est-ce qu'on est si ouvert que ça finalement ? C'est plutôt une réflexion sur le plaisir en général », confie Olivier Jourdain sur le plateau du JTA. Qui mieux qu'une héroïne au charisme indéniable pour le guider dans cette quête ? Olivier Jourdain la trouve en la personne de Vestine Dusabe, sexologue et animatrice radio. Dans son émission diffusée sur les ondes de la très populaire Flash FM, elle écoute les confidences des auditrices et auditeurs. On y parle ouvertement du plaisir sexuel, et donc du kunyaza.

À son lancement, en 2000, son émission n'était pas du goût des autorités. « Nous avons eu un vrai conflit, car le gouvernement estimait que dans notre culture, on ne parle pas de ces choses-là, ou encore que des enfants risquaient de l'entendre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : l'émission a même été primée ! » confie-t-elle à un magazine à l'occasion de la sortie du documentaire.

ÇA EXISTE AU CONGO AUSSI. Du kunyaza, l'animatrice en fait une sorte de mission «divine». Ainsi, on la suit porter la bonne parole dans les contrées rwandaises. Ce qui donne une scène difficilement imaginable sous d'autres cieux. La truculente jeune femme anime une réunion publique à laquelle assistent villageois.es, tout âge confondu. Vestine Dusabe interpelle chacun.e sur sa sexualité. «Qui a eu un orgasme ? Qui ici donne du plaisir à son épouse ? Qui sait faire le kunyaza ? Toi, là, tu sais le faire? Comment fais-tu? Montre-moi!», lance l'animatrice,

tout sourire, en recommandant au préalable d'écarter les enfants. Silence de l'auditoire, sourires gênés des mamys et papys, grimaces entendues de jeunes femmes... Imaginez un peu cette scène dans l'Amérique de Trump ! On apprend donc que le kunyaza et l'éjaculation féminine font partie intégrante de la tradition rwandaise. Et que cette eau est signe de fertilité, d'épanouissement et ... de bonheur conjugal. «Un kunyaza réussi provoque un jet, témoigne un partisan de cette technique. Certaines femmes s'épanouissent au point de pousser des cris qui font sourire tout le voisinage. Les amants sont parfois comblés quand le liquide dessine un cœur sur leur lit d'amour. » On comprend aussi que cette pratique du sexe « à la rwandaise » est un motif de fierté et de plaisanterie entre copains de virées nocturnes. Dans le film, plusieurs intervenants masculins s'amusent d'ailleurs à reproduire avec leur bouche et leurs mains le rythme des

vibrations du kunyaza, à la manière de percussions de plus en plus puissantes et rapides. Du côté des femmes, peu en parlent ouvertement devant des hommes, ce qui rend d'autant plus exceptionnels les témoignages recueillis dans ce film. Exceptionnel encore, ce moment où l'on entre dans l'intimité de la chambre d'un couple, filmé en train d'écouter l'émission de Vestine Dusabe. Si l'homme ricane et prend avec légèreté les propos qu'il entend, la femme, elle, en profite pour passer des messages: « Certaines femmes n'auront jamais d'eau. D'autres sont bloquées car elles sont fâchées. (...) Tu peux être fâchée à cause du travail. Quand le mari rentre, tu n'as pas envie de lui ». Entre elles, les femmes et jeunes filles évoquent aussi une autre pratique rituelle, le Gukuna. Cette coutume consiste en une série de massages reciproques et intimes entre filles pour étirer progressivement les petites lèvres vaginales. « C'est comme traire dou-

cement une vache », explique une adolescente dans le documentaire, face à une camarade d'internat, visiblement plutôt incrédule. Un article d'un site d'information explique que « l'étiement des petites lèvres commence avant que la fille ne puisse voir ses premières menstruations. C'est ainsi que certaines filles y sont initiées autour de l'âge de 12 ou 13 ans pour éviter qu'elles ne souffrent davantage si cela se fait à l'âge adulte. » Cette pratique, qui existe aussi au Congo, est aujourd'hui de plus en plus perçue comme archaïque, et ne serait quasiment plus usitée dans les grandes villes. « Les us et coutumes traditionnelles de mariage étaient si profondément ancrées dans la conscience populaire au point qu'une jeune fille qui allait se marier sans avoir étiré ses parties sexuelles se faisait renvoyer par son mari et le divorce était ainsi consommé », explique un spécialiste de l'éducation sexuelle. Olivier Jourdain a pu filmer une séquence où l'on voit un groupe de jeunes femmes, cachées derrière un pagne, en train d'enseigner la technique du Gukuna. Mais au-delà de la découverte, ou non, de ces pratiques ancestrales, livrées ici sans tabou, le documentaire nous offre aussi une pause, magique, pour ne pas dire sacrée. Lors d'une soirée dansante, animée par l'incontournable Vestine Dusabe, femmes et hommes vont chacun leur tour tenter de reconnaître sa/son compagnon de vie en se touchant les mains, les yeux bandés. « La vie à deux n'est pas facile. On peut se faire du mal. Mais tout peut s'arranger. De simples détails peuvent parfois briser un couple. Ça ne devrait pas arriver s'il y a de l'amour », proclame au micro la sexologue.

ISABELLE MOURGERE ■

« Notre Nation est de retour », déclare Trump



Bousculé par la Cour suprême, malmené dans les sondages, menacé d'une sanction électorale aux midterms avec des signaux favorables aux démocrates à des scrutins qui se tiennent le 3 novembre outre le dossier Epstein, il est resté le même dans son «discours sur l'état de l'Union». DR.

Bousculé par la Cour suprême, malmené dans les sondages, menacé d'une sanction électorale aux midterms 2026 avec des signaux favorables aux démocrates à ces élections qui se tiennent le 3 novembre 2026 outre le dossier Epstein, Donald Trump a prononcé mardi 24 février au soir au Capitole son «discours sur l'état de l'Union». Dans un nouvel exercice d'autosatisfaction, le président américain a vanté un «redressement historique» des États-Unis depuis son retour au pouvoir.

Durant son discours prononcé devant le Congrès, il a dressé un tableau idyllique des États-Unis, malgré le ressentiment de nombreux Américains. «Après seulement un an, je peux dire dignement et fièrement que nous avons accompli une transformation sans précédent et un redressement historique», a déclaré le président américain, affirmant : «Notre nation est de retour» sans oublier d'évoquer à nouveau «l'âge d'or» de

l'Amérique. «L'inflation chute, les revenus augmentent vite, l'économie est florissante comme elle ne l'a jamais été», a-t-il encore dit sous les applaudissements nourris des élus de son Parti républicain scandant des slogans «USA, USA, USA».

LE DISCOURS LE PLUS LONG DE L'HISTOIRE.

Le locataire de la Maison Blanche jouait gros avec cette prise de parole. Car il a fort à faire pour convaincre les Américains que «l'âge d'or» promis il y a un an lors de son investiture est à portée de main. Dans un sondage YouGov/Marketwatch publié mardi 24 février, près de 47% des personnes interrogées jugent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé depuis janvier 2025. Habitué à gouverner sans entraves, le républicain de 79 ans verrait sa marge de manœuvre considérablement réduite si son parti perdait le contrôle du Parlement en novembre lors des «midterms». Dans son discours fleuve, une heure et 47 minutes au pupitre, le républicain qui a établi un nouveau record, le discours le plus long de l'histoire, dépassant la marque d'une heure et

20 minutes du démocrate Bill Clinton en 2000, a énuméré son bilan en matière d'immigration, à la sécurité des frontières, un thème central de sa politique, affirmant que les mesures mises en œuvre avaient produit des résultats concrets, assurant que la frontière américaine n'avait «jamais été aussi sûre». Il a aussi mis en avant sa politique internationale. «Comme président, je ferai la paix chaque fois que je le pourrai, mais je n'hésiterai jamais à affronter les menaces contre l'Amérique où qu'elles soient», a prévenu le chef de la Maison Blanche. Le discours a mis en lumière les tensions entre l'exécutif et la Cour suprême. Donald Trump est revenu sur la décision récente des juges d'invalidiser une large partie des droits de douane instaurés contre plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis. Devant quatre magistrats présents dans l'hémicycle dont il a serré la main à son arrivée, le président a qualifié ce jugement de «très regrettable». «Il y a quatre jours à peine, une décision regrettable a été rendue par la Cour suprême des États-Unis. [...] Une décision très regrettable», a-t-il insis-

té. Cette décision limite la capacité du président à maintenir certaines taxes douanières, un pilier de sa stratégie commerciale. Le ton adopté lors du discours était toutefois plus modéré que ses critiques précédentes, lorsqu'il avait attaqué directement les juges. Le dirigeant républicain a fait une entrée en grande pompe dans l'hémicycle de la Chambre des représentants, où le clan Trump était omniprésent, dont la Première dame Melania Trump. Donald Trump a défendu son action et ses priorités. Il a présenté une vision très positive de la situation du pays, mettant en avant ses résultats économiques, sa politique migratoire et ses choix internationaux, tout en appelant à de nouvelles mesures législatives et en critiquant certaines institutions. Donald Trump a exhorté les parlementaires à adopter sa réforme électorale, baptisée «Save America Act», «afin d'empêcher les étrangers en situation irrégulière - et autres personnes sans papiers - de voter lors de nos élections américaines sacrées». Selon lui, «la triche est galopante dans nos élections», une accusation qu'il évoque régulièrement, ciblant

les démocrates. Cette réforme vise notamment à imposer la présentation obligatoire d'une pièce d'identité pour voter. Sur le plan international, Donald Trump a mis en avant ce qu'il présente comme un succès majeur en Amérique latine. Il a affirmé que les États-Unis avaient reçu plus de 80 millions de barils de pétrole du Venezuela, qu'il a qualifié de «notre nouvel ami et partenaire». Le président américain a également revendiqué un rôle déterminant dans la chute du dirigeant vénézuélien Nicolás Maduro, désormais déchu selon lui. Il a affirmé que son administration avait contribué à stopper le trafic de drogue vers les États-Unis et à obtenir la libération de prisonniers politiques. Ces déclarations interviennent alors que Washington cherche à contrôler l'exploitation des importantes réserves pétrolières du pays. Il a également abordé la situation au Moyen-Orient, évoquant directement l'Iran et ses capacités militaires. Il a affirmé que Téhéran poursuivait des programmes d'armement dangereux, déclarant que le pays «travaille à bâtir des missiles qui pourront atteindre bientôt les États-Unis».

Donald Trump a accusé l'Iran d'avoir développé des missiles capables de menacer l'Europe et les bases militaires américaines. Tout en affichant une posture ferme, le président américain a précisé que sa «préférence» restait une résolution du conflit «par la diplomatie». Il a néanmoins assuré qu'il n'hésiterait pas à agir pour protéger le pays, promettant d'«affronter toutes les menaces» visant les États-Unis. Le discours s'est déroulé dans une atmosphère solennelle, marquée par plusieurs moments symboliques. Donald Trump a notamment rendu hommage à l'équipe masculine américaine de hockey sur glace, récemment sacrée championne olympique, présente dans l'hémicycle et longuement applaudie. Le président américain a invité Erika Kirk, veuve de l'influenceur pro-Trump Charlie Kirk, assassiné en septembre et présenté par la Maison-Blanche comme un «martyr». Ces séquences ont ponctué un discours largement consacré à la défense du bilan du président et à la présentation de ses priorités politiques un an après son retour au pouvoir.

avec AGENCES ■

L'armada frappe l'Iran



Ci-ht, l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide Suprême iranien tué. Ci-bas, des exilés iraniens manifestent leur joie. DR.

Ali Khamenei, le Guide Suprême iranien, symbole du durcissement du pouvoir en Iran est mort. Dans le cœur le plus secret du sérail iranien, l'ayatollah Ali Khamenei tirait les ficelles, desserrant parfois la bride, avant de rappeler à l'ordre ou d'imposer un changement radical de direction dès qu'il percevait des lézardes dans les fondations de la République islamique.

Ali Khamenei est mort dans des frappes israélo-américaines perpétrées samedi 28 février, à Téhéran, à l'âge de 86 ans, a annoncé Donald Trump, samedi soir, sur son réseau Truth Social confirmant l'information diffusée par les médias israéliens plusieurs heures avant. « Grâce à notre étroite collaboration avec Israël, lui et les autres dirigeants - notamment le chef des gardiens de la révolution Mohammad Pakpour et le proche conseiller du Guide Khamenei, Ali Sham-



khani qui dirigeait le Conseil national de défense, ndlr - qui ont été tués avec lui, n'ont rien pu faire. C'est la plus grande chance pour le peuple iranien de reprendre son pays », a écrit le président américain.

«LA PLUS FÉROCE OPÉRATION OFFENSIVE DE L'HISTOIRE». L'information a été confirmée par la télévision d'État iranien. Un présentateur a annoncé à 5:00' (heures locales, 2:30', heure à Kinshasa), en sanglotant, la mort de l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de

la République islamique d'Iran qui était au pouvoir depuis trente-six ans. La télévision n'a pas précisé dans quelles circonstances Ali Khamenei était mort, ni évoqué les frappes israéliennes et américaines samedi contre sa résidence à Téhéran. Des photos et images d'archives sont diffusées à l'antenne avec un bandeau noir à l'écran en signe de deuil. «Avec le martyre du guide suprême, sa voie et sa mission ne seront ni perdues ni oubliées ; elles seront au contraire poursuivies avec davantage de vigueur et de zèle », a déclaré un présen-

tateur de la télévision d'État. Les gardiens de la révolution - principaux acteurs du système sécuritaire, de la bureaucratie et de l'économie en Iran - promettent « la plus féroce opération offensive de l'histoire des forces armées de la République islamique d'Iran va débiter d'un moment à l'autre contre les territoires occupés et les bases terroristes américaines », ont écrit les gardiens de la révolution sur Telegram. À travers le monde, des opposants iraniens en exil ont manifesté leur joie notamment à Bellevue, dans l'État de Washington, lors d'un rassemblement organisé par Voice of Iran. Dans un communiqué, l'armée israélienne a déclaré que « des dizaines d'avions de combat » avaient frappé plus de 30 cibles dans l'ouest et le centre de l'Iran, « notamment des systèmes de défense aérienne, des lanceurs de missiles, des cibles du régime et des centres de commandement militaire ». Au moins trois détonations, dont l'origine n'était pas claire dans l'immédiat, ont secoué la capitale iranienne vers 4:00' heures locales à Téhéran. Des vrombissements

s'apparentant à des appareils survolant la ville étaient aussi entendus. « Nous faisons à présent face à une opération majeure, décisive et sans précédent, visant à **démanteler les capacités du régime terroriste iranien - des capacités qui constituent une menace existentielle permanente pour la sécurité de l'État d'Israël** », avait annoncé samedi le lieutenant général Eyal Zamir dans une allocution télévisée.

Le fils du dernier chah, Reza Pahlavi, appelle à une transition du pouvoir et la séparation de la religion et de l'État. Dans une tribune publiée dans le Washington Post, il remercie Donald Trump pour l'attaque menée samedi et réaffirmé qu'il était prêt à mener une transition de pouvoir dans le pays.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/ L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

